

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 16 ΙΟΥΝΙΟΥ 1984 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 92

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1463

Κύρωση Ειδικής Συμφωνίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ουγγρικής Λαϊκής Δημοκρατίας με τη συνημμένη Τραπεζική Συμφωνία.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο Πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Ειδική Συμφωνία μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ουγγρικής Λαϊκής Δημοκρατίας με τη συνημμένη σ' αυτή Τραπεζική Συμφωνία που υπογράφτηκαν στην Αθήνα στις 25.9.1979. Το κείμενο της Ειδικής Συμφωνίας σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική και το κείμενο της Τραπεζικής Συμφωνίας σε πρωτότυπο στην αγγλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχουν ως εξής:

ARRANGEMENT SPECIAL

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Hongroise.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Hongroise, animés du désir pour l' elargissement des relations commerciales entre les deux Pays sur la base d' égalité et d' intérêt mutuel, sont convenus de ce qui suit :

Article 1er.

La Partie Hongroise exportera, et la Partie Hellénique importera pendant la période qui sera fixée par le contrat entre les entreprises MOGURT et E.A.S., 200 autobus avec les pièces de rechange et l' equipement de service nécessaire d' une valeur totale de 10.000.000 U.S.A. $ environ (monnaie de compte).

Article 2.

La Partie Hellénique exportera et la Partie Hongroise importera des produits ci-après d' une valeur totale égale à celle des aurobus, des pièces de rechange, et de l' équipement de service, mentionnés à l' article 1er ci-dessus, pendant la période allant de la date du présent Arrangemment, jusqu'au 31 décembre 1980, le plus tard.

Les contingents de ces produits seront comme suit :

		Valeur en 000 $ USA
1. Raisin sec sultanine		800
2. Agrumes		700
3. Textiles		500
4. Produits plastiques (tubes de P.V.C.)		300
5. Fils de coton et déchets de coton		1.000
6. Coton		1.000
7. Peaux brutes		500*
8. Tôles de fer et fer blanc		200
9. Tabac de grade IV		2.000
10. Tabac de grade I-III		3.000
Total		10.000**
11. Divers	P.M.	1.000***

* Le contingent sera donné en charge du contingent prévu par le Protocole Commercial en Vigueur.

** Si la valeur totale pour les autobus, les pièces de rechange et l' équipement de service est supérieure ou inférieure à la somme de 10.000.000 de dollars, les contingents de tous les produits de cette liste seront augmentés ou diminués proportionelement.

*** Cette somme pourrait être utilisée par la Partie hongroise pour l' achat des produits grecs autres et au lieu que les produits ci-haut sous No 1 Jusqu' 8 dans l' éventualité ou à cause de force majeure jusqu'au 31 août 1980, elle se trouverait dans l' impossibilité de réaliser en tout ou en partie les contingents ci-haut mentionnés, sous reserve :

1. que pour l' exportation, des ces produits doit être accordée au préalable le consentiment et l' autorisation des autorités helléniques.

2. ces exportations doivent être au délà et en plus des exportations traditionnelles pour ces mêmes produits prévus par le Protocole du 4 juin 1976 et par l' Arrangement Spécial du 16 mars 1978.

3. La balance éventuelle non utilisée jusqu' au 31.12.1980 de cette somme ne pourrait être transferée en aucum cas au compte clearing.

Ces contingents peuvent être exécutés avec une tolérance de 10% en plus ou en moins pour chacum des susdits produits. exception faite pour le tabac mais en tout cas sans que cette tolerance affecte le montant total des autobus, des pièces de rechange et de l' équipement de service.

Article 3.

Les livraisons des produits susmentionnés, dans le cadre du présent Arrangement, seront effectuées sur la base des prix courants pratiqués sur les principaux marchés internationaux pour les mêmes produits.

L' importation en Hongrię des produits susmentionnés s' effectuera au délà et en plus des contingents pour les mêmes produits mention nés dans le Protocole du 4 juin 1976, et les produits mentionnés ᾱ l' Arrangement Spécial du 16 mars 1978.

Article 4.

Les deux Parties s' engagent ᾱ autoriser l' importation et l' exportation des marchandises faisant l' objet du présent Arrangement, au cas où une autorisation est nécessaire, selon la legislation en vigueur dans les Pays respectifs.

Article 5.

Lalivraison des autobus, des pièces de rechange et de l' equipement de service Hongrois, ainsi que toutes les conditions technoéconomiques y relatives d' une part, et la livraison des produits helléniques mentionnés aux Articles 1 et 2 ci-dessus d' autre part, mentionnés aux Articles 1 et 2 ci-dessus d' autre part, seront effectuées sur la base des contrats qui seront conclus, selon les lois et la réglementation en vigueur dans les deux Pays, entre les entreprises compétentes du Gommerce Extérieur Hongroises et les personnes physiques ou morales Helléniques.

Artile 6.

La valeur des autubus des pièces de rechange et de l' équipement de service et des produits susmetionnés ᾱ échanger de part et d' autre, dans le cadre du présent Arrangement, ainsi que tous les frais y afférents seront réglés par l' entremise du Compte Spécial mentionné ᾱ l' Article 7 ci-dessous.

Article 7.

Afin de procéder ᾱ la comptabilisation des trsnsactions relatives de part et d' autre et de suivre l' exécution du présent Arrangement, la Banque de Grèce ouvrira un Compte Spécial en dollars U.S.A., monnaie de comte, intitulé «Sous Compte Spécial Autobus No II» exempt d' intérêts et des frais.

Les détails techniques pour le fonctionnement du Compte ci-haut mentionné seront fixes de commun accord entre la Banque de Grèce et la Banque Hongroise pour le Commerce Extérieur, sous forme d' un Arrangement Bancaire qui fait partie integrante du présent Arrangement.

Article 8.

L' expiration de la période mentionnée ᾱ l' Article 2 ci-dessus n' affectera pas l' exécution des contrats conclus dans le cadre et selon les stipulations du présent Arrangement.

Article 9.

1. Pour les difficultés éventuelles qui pourraient surgirlors de l' exécution et pendant la validité du présent Arrangement ou de l' Arrangement Bancaire y relatif des consultations pourraient avoir lieu danl le but de surmonter, de commun accord et dans le cadre des stipulations de ces Arrangements, les diffi cultés en question.

2. Les deux Parties s' accorderont jusqu' au 30 juin 1981 au sujet de règlement final d' un solde eventuel ā cette date.

3. Les stipulations du présent Arrangement ne peuvent être modifiées que de commun accord par écrit entre les deux Parties.

Article 10.

Le présent Arrangement entre en vigueur en date de sa signature, et reste en vigueur jusqu'au règlement final du solde du Sous Compte Spécial Autobus No II.

Fait ā Athènes le 25 Septembre 1979 en deux exemplaires originaux en langue francaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la Republique Hellenique
ANTONIOS MERCOURIS

Pour le Gouvernrment de la Republique Populaire Hongroise
TAMAS HUSZAR

BANKING ARRANGEMENT

between HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD and BANK OF GREECE, ATHENS

For the implementation of Article 7 of the Special Arrangement concluded on 35 Septemter 1979, in Athens, between the Government of the Hungarian People's Republic and the Government of the Hellenic Republic, the Hungarian Foreign Trade Ltd, Budapest and the Bank of Greece, Athens, have agreed as follows :

1. In order to follow up the financial settlement of the respective transaction described in the abovementioned Special Arrangement, a special account styled «US$ Autobus Sub - Account No II» (money of account) will be opened upon signature of the present Banking Arrangement by the Bank of Greece on its books in the name of the Hungarian Foreign Trade Bank Ltd.

2. This «US$ Autubus Sub-Account No II» referred to above, will be credited on the agreed dates as set forth in the respective Contract dated 25 September 1979, between Mogürt, Budapest and Urban Transport Corporation (EAS), Athens, with the total contervalue of buses, spare parts and service equipents, 1ie. approximately U.S. Dollars 10 million (money of account) to be delivered by Mogürt to the Urban Transport Corporation (EAS), Athens, The «US$ Autobus Sub-Account No II» referred to above will be debited with the value of greek products specified in the Article 2 of the Special Arrangement between the two Governments.

3. The «USA Autobus Sub-Account No II» will be kept by the Bank of Greece, free of charges and interest.

Bank of Greece will regularly send to Hungarian Foreign Trade Bank Ltd advices about each credit or debit entries booked on the «USS Autobus Sub - Account at rhe end of each calendar month. Hungarian Foreign Trade Bank Ltd will keep on its books a similar account for registration purposes.

4. Considering the seasonal character of certain items of the goods of greek origin, to be purchased by the competent Hungarian Foreign Trading Organizations, according to the Spacial Arrangement, mentioned above, the Bank of Greece will grant an overdraft facility of U.S.Dollars three million, immediately available on the «USS» Autobus Sub-Account No II», from the date of opening thereof.

5. In case a credit balance not exceeding the amount of US$ 1.000.000 in favour of the Hungarian Foreign Trade Bank Ltd. remains in the «US$ Autobus Sub-Account No II», on the 31st December 1930, this balance will be automatically transferred with value date of 31st December 1980, to the regular Clearing Account between Hungary and Greece. This transfer will not conceru at all the tobacco quota which has to be entirely completed.

In case the credit balance exceeds US$ 1.000.000, from this balance, the said US$ 1.000.000 will be transferred to the regular Clearing Account, as per above and the settlement of the remaining amount will be agreed upon upto th 30th June 1981 by the competent authorities of the two Governments.

6. The parties agree that from the date of signing the present Banking Arrangement until the 31st March 1981, no operation of report as laid down in the letter of 20th January 1965 attached to the Payments Agreement of the same date. will be applied by the Hungarian Foreign Trade Bank Ltd or the Bank of Greece, provided that this Agreement remains in force.

7. For practical purposes all banking instruments to be establishod or issued within the frame of the present Banking Arrangement, should bear the following remark : «Through US$ Autobus Sub-Account No II» Both banks will have to follow up that the purchases of greek products, through the said - Account, are effected commensurately with the quotas concerning the same products, mentioned in the Protocol of 4th June 1976, as well as the Special Arrangement of 16th March 1978 between the two countries.

8. The prsent Banking Arrangement enters into force on the day of its signing and remains valid as long as any balance exists on the «US$ Autobus Sub - Account No II».

Made in Athens on 25 September 1979 in English, in two original copies, both having the same validity.

For Hungarian Foreign Trade Bank Ltd
JENÖ SÜLE

For Bank or Greece
MICHAEL CARAVANAS

ΕΙΔΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Ουγγαρίας.

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Λαϊκής Δημοκρατίας της Ουγγαρίας, διεπόμενες από την επιθυμία να διευρύνουν τις εμπορικές σχέσεις μεταξύ των δύο χωρών με βάση την ισότητα και το αμοιβαίο συμφέρον συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο 1.

Η Ουγγρική Πλευρά θα εξαγάγει και η Ελληνική Πλευρά θα εισαγάγει, κατά την περίοδο η οποία θα προσδιοριστεί με συμβόλαιο μεταξύ των επιχειρήσεων Mogurt και Ε.Α.Σ, 200 λεωφορεία, τα ανταλλακτικά και τον απαραίτητο εξοπλισμό συντήρησης συνολικής αξίας 10.000.000 $ U.S.A. περίπου (λογιστικό νόμισμα).

Άρθρο 2.

Η Ελληνική Πλευρά θα εξαγάγει και η Ουγγρική Πλευρά θα εισαγάγει παρακάτω, προϊόντα, συνολικής αξίας ίσης με την αξία των λεωφορείων, των ανταλλακτικών και του εξοπλισμού συντήρησης, τα οποία αναφέρονται στο παραπάνω άρθρο 1, κατά την περίοδο από της ημερομηνίας της

Συμφωνίας αυτής έως και της 31ης Δεκεμβρίου 1980 το αργότερο.

Οι ποσοστώσεις των προϊόντων αυτών θα έχουν ως εξής :

	Αξία εις $ USA 000
1. Σταφίδα σουλτανίνα	800
2. Εσπεριδοειδή	700
3. Υφάσματα	500
4. Πλαστικά προϊόντα (σωλήνες P.V.C.)	300
5. Βαμβακερά νήματα και υπόλοιπα βάμβακος	1.000
6. Βαμβάκι	1.000
7. Ακατέργαστα δέρματα	500 *
8. Φύλλα σιδήρου (λαμαρίνες) και λευκοσιδήρου	200
9. Καπνά IV ποιότητας	2.000
10. Καπνά I-III ποιότητας	3.000
Σύνολο	10.000 **
11. Διάφορα	1.000Pm ***

* Η ποσόστωση θα παρασχεθεί εις βάρος της ποσόστωσης η οποία προβλέπεται από το Εμπορικό Πρωτόκολλο που ισχύει.

** Εάν η συνολική αξία για τα λεωφορεία, τα ανταλλακτικά και τον εξοπλισμό συντήρησης είναι ανώτερη ή κατώτερη από το ποσό των 10.000.000 δολλαρίων, οι ποσοστώσεις όλων των προϊόντων του καταλόγου αυτού θα αυξηθούν ή θα μειωθούν ανάλογα.

*** Το ποσό αυτό θα μπορεί να χρησιμοποιηθεί από την Ουγγρική Πλευρά για την αγορά άλλων ελληνικών προϊόντων και αντί των παραπάνω αναφερόμενων με αριθμούς 1 έως 8 προϊόντων, αν ενδεχόμενα η λόγω ανώτερης βίας έως την 31η Αυγούστου 1980 θα αδυνατούσε να επιτύχει συνολικά ή μερικά τις προαναφερόμενες ποσοστώσεις, με την επιφύλαξη :

1. Ότι για την εξαγωγή των προϊόντων αυτών πρέπει να δοθεί προηγούμενα η συγκατάθεση και η άδεια των ελληνικών αρχών.

2. Οι εξαγωγές αυτές πρέπει να υπερβαίνουν κατά πολύ τις συνηθισμένες εξαγωγές των ίδιων προϊόντων που προβλέπονται από το Πρωτόκολλο της 4ης Ιουνίου 1976 και από την Ειδική Συμφωνία της 16ης Μαρτίου 1978.

3. Το ενδεχόμενο υπόλοιπο του ποσού αυτού, το οποίο δεν θα χρησιμοποιηθεί μέχρι την 31.12.1980, δεν θα μπορεί να μεταβιβασθεί σε καμιά περίπτωση στο λογαριασμό CLEARING.

Οι ποσοστώσεις αυτές μπορούν να αυξηθούν ή να μειωθούν κατά 10% για καθένα από τα πιο πάνω προϊόντα εκτός από τον καπνό, αλλά πάντως χωρίς η ελαστικότητα αυτή να επηρεάζει το συνολικό ποσόν των λεωφορείων, των ανταλλακτικών και του εξοπλισμού συντήρησης.

Άρθρο 3.

Οι παραδόσεις των προϊόντων, που αναφέρονται παραπάνω στο πλαίσιο της Συμφωνίας αυτής, θα γίνονται βάσει των τρεχουσών τιμών οι οποίες ισχύουν στις κυριώτερες διεθνείς αγορές για τα ίδια προϊόντα.

Η εισαγωγή στην Ουγγαρία των προϊόντων που αναφέρονται πιο πάνω θα γίνει πέρα και πιο πάνω από τις ποσοστώσεις για τα ίδια προϊόντα τα οποία αναφέρονται στο Πρωτόκολλο της 4ης Ιουνίου 1976 και τις ποσοστώσεις για προϊόντα τα οποία αναφέρονται στην Ειδική Συμφωνία της 16ης Μαρτίου 1978.

Άρθρο 4.

Οι δύο πλευρές αναλαμβάνουν την υποχρέωση να επιτρέψουν την εισαγωγή και την εξαγωγή των εμπορευμάτων τα οποία αποτελούν το αντικείμενο της Συμφωνίας αυτής στην περίπτωση κατά την οποία μία άδεια είναι απαραίτητη, σύμφωνα με την ισχύουσα νομοθεσία στις αντίστοιχες χώρες.

Άρθρο 5.

Η παράδοση των ουγγρικών λεωφορείων, των ανταλλακτικών και του εξοπλισμού συντήρησης, καθώς και όλοι οι τεχνικο-οικονομικοί όροι οι σχετικοί προς αυτά και η παράδοση των ελληνικών προϊόντων τα οποία αναφέρονται στα άρθρα 1 και 2 παραπάνω θα πραγματοποιηθούν με βάση τα συμβόλαια τα οποία θα συναφθούν, σύμφωνα προς τους νόμους και τους διακανονισμούς που ισχύουν στις δύο χώρες, μεταξύ των αρμόδιων ουγγρικών επιχειρήσεων του Εξωτερικού Εμπορίου και των ελληνικών φυσικών ή νομικών προσώπων.

Άρθρο 6.

Η αξία των λεωφορείων, των ανταλλακτικών και του εξοπλισμού συντήρησης και των προϊόντων που αναφέρθηκαν πιο πάνω που πρόκειται να ανταλλαγούν από τις δύο πλευρές στο πλαίσιο της Συμφωνίας αυτής όπως και όλα τα σχετικά προς αυτά έξοδα θα ρυθμιστούν μέσω του Ειδικού Λογαριασμού ο οποίος αναφέρεται στο παρακάτω άρθρο 7.

Άρθρο 7.

Για να προβεί στη λογιστική εγγραφή των σχετικών συναλλαγών και από τις δύο πλευρές και να παρακολουθήσει την εκτέλεση της παρούσας Συμφωνίας, η Τράπεζα της Ελλάδος θα ανοίξει Ειδικό Λογαριασμό σε δολλάρια ΗΠΑ, ως λογιστικό νόμισμα, με τίτλο «Ειδικός Υπο-Λογαριασμός Λεωφορεία, Αρ. II», που να μην υπόκειται σε τόκους και έξοδα.

Οι τεχνικές λεπτομέρειες για τη λειτουργία του πιο πάνω, λογαριασμού θα προσδιορισθούν μαζί ανάμεσα στη Τράπεζα της Ελλάδος και την Τράπεζα της Ουγγαρίας για το Εξωτερικό Εμπόριο, με τη μορφή Τραπεζικής Συμφωνίας η οποία αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της Συμφωνίας αυτής.

Άρθρο 8.

Η λήξη της περιόδου η οποία αναφέρεται στο παραπάνω Άρθρο 2 δεν θα επηρεάσει την εκτέλεση των συμβολαίων που συνομολογήθηκαν στο πλαίσιο και σύμφωνα προς τους όρους της Συμφωνίας αυτής.

Άρθρο 9.

1. Όσον αφορά τις ενδεχόμενες δυσκολίες οι οποίες είναι δυνατό να προκύψουν κατά την εκτέλεση ή κατά τη διάρκεια της ισχύος της Συμφωνίας αυτής, ή της σχετικής προς αυτή Τραπεζικής Συμφωνίας, θα είναι δυνατόν να γίνουν συνδιασκέψεις ώστε να υπερπηδηθούν από κοινού και στο πλαίσιο των όρων των Συμφωνιών αυτών, οι δυσκολίες αυτές.

2. Οι δύο Πλευρές θα συνεννοηθούν μέχρι την 30ή Ιουνίου 1981 για το θέμα της τελικής διευθέτησης ενδεχόμενου υπολοίπου κατά την ημερομηνία αυτή.

3. Οι όροι της Συμφωνίας αυτής δεν μπορούν να τροποποιηθούν παρά γραπτά και από κοινού από τις δύο Πλευρές.

Άρθρο 10.

Η Συμφωνία αυτή τίθεται σε ισχύ από της υπογραφής της και παραμένει σε ισχύ μέχρι την τελική διευθέτηση του υπολοίπου και Ειδικού Υπο-Λογαριασμού Λεωφορεία Αρ. II.

Έγινε στην Αθήνα στις 25 Σεπτεμβρίου 1979 σε δύο πρωτότυπα αντίτυπα στη γαλλική γλώσσα που έχουν και τα δύο την ίδια ισχύ.

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας

(Υπογραφή)
ΑΝΤΩΝΙΟΣ ΜΕΡΚΟΥΡΗΣ

Για την Κυβέρνηση της Λαϊκής Δημοκρατίας της Ουγγαρίας

(Υπογραφή)
TAMAS HUSZAR

ΤΡΑΠΕΖΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξύ της HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD και της ΤΡΑΠΕΖΑΣ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΑΘΗΝΑ

Για την εφαρμογή του άρθρου 7 της Ειδικής Συμφωνίας η οποία έγινε στην Αθήνα στις 25 του μηνός Σεπτεμβρίου 1979, μεταξύ της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Ουγγαρίας και της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας, η HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD της Βουδαπέστης και η Τράπεζα της Ελλάδος των Αθηνών συμφώνησαν τα ακόλουθα :

1. Με σκοπό να δοθεί συνέχεια στο διακανονισμό της σχετικής εμπορικής πράξεως που περιγράφεται στην παραπάνω Ειδική Συμφωνία, πρόκειται να ανοιχθεί ύστερα από την υπογραφή της παρούσας Τραπεζικής Συμφωνίας, ειδικός λογαριασμός με την ονομασία «Υπολογαριασμός λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ» σε $ ΗΠΑ (Συμψηφιστικός λογαριασμός από την Τράπεζα της Ελλάδος στα Βιβλία της στο όνομα της HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD.

2. Ο παραπάνω αναφερόμενος «Υπολογαριασμός λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ Η.Π.Α. θα πιστωθεί κατά τις ημερομηνίες που συμφωνήθηκαν στο σχετικό συμβόλαιο με ημερομηνία 25 Σεπτεμβρίου 1979, μεταξύ της MOGURT, Βουδαπέστης και της Επιχείρησης Αστικών Συγκοινωνιών Αθηνών (ΕΑΣ) για το συνολικό αντίτιμο σε λεωφορεία, ανταλλακτικά, εξοπλισμό συντήρησης δηλαδή σε ενα σύνολο δέκα (10) εκατομμυρίων αμερικανικών δολλαρίων περίπου συμψηφιστικός λογ/σμός τα οποία πρόκειται να παραδοθούν από την MOGURT στην Επιχείρηση Αστικών Συγκοινωνιών, Αθηνών. Ο υπολογαριασμός λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ που αναφέρεται πιο πάνω θα χρεωθεί για την αξία των ελληνικών προϊόντων τα οποία προσδιορίζονται ειδικά στο άρθρο 2 της Ειδικής Συμφωνίας μεταξύ των δύο χωρών.

3. Ο υπολογαριασμός λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ θα τηρείται από την Τράπεζα Ελλάδος, ελεύθερος επιβαρύνσεων και τόκων. Η Τράπεζα της Ελλάδος θα πληροφορεί κατά τακτά χρονικά διαστήματα την HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD για τις πιστωτικές ή χρεωστικές εγγραφές τις οποίες καταχωρεί στον υπολογαριασμό λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ και θα αποστέλλει λογιστικές καταστάσεις στο τέλος κάθε ημερολογιακού μήνα. Η HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD θα τηρεί στα βιβλία της παρόμοιο λογαριασμό για σκοπούς καταχώρησης.

4. Λαμβάνοντας υπόψη τον εποχιακό χαρακτήρα ορισμένων ειδών προϊόντων ελληνικής προελεύσεως που πρόκειται να αγορασθούν από τους αρμόδιους Ουγγρικούς Οργανισμούς Εξωτερικού Εμπορίου, σύμφωνα με την ανωτέρω Ειδική Συμφωνία, η Τράπεζα της Ελλάδος θα παρέχει καθ' υπέρβαση, ευκολία πιστώσεως ποσού τριών εκατομμυρίων σε $ ΗΠΑ άμεσα διαθέσιμο στον υπολο/σμό λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ από την ημερομηνία του ανοίγματος του παρόντος υπολογαριασμού.

5. Σε περίπτωση κατά την οποία ένα πιστωτικό υπόλοιπο υπέρ της HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD που δεν υπερβαίνει το ποσό του ενός εκατομμυρίου (1.000.000) αμερικανικών δολλαρίων θα παραμείνει στον υπολο/σμό λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ, την 31ην Δεκεμβρίου 1980, το υπόλοιπο αυτό αυτόματα θα μεταφέρεται με ημερομηνία ενάρξεως του υπολογισμού του τόκου την 31η Δεκεμβρίου 1980 στον καταστατικό λογαριασμό «κλήριγκ» μεταξύ της Ουγγαρίας και Ελλάδας. Η μεταφορά αυτή δεν θα αφορά καθόλου την ποσόστωση για τα καπνά η οποία θα πρέπει να ολοκληρωθεί εντελώς.

Σε περίπτωση κατά την οποία το πιστωτικό υπόλοιπο υπερβαίνει το ποσό του ενός εκατομμυρίου σε $ ΗΠΑ το ανωτέρω ένα εκατομμύριο απ' αυτό το υπόλοιπο θα μεταφέρεται στον τακτικό λογαριασμό «κλήριγκ» όπως παραπάνω, η δε διευθέτηση για το υπόλοιπο ποσό θα συμφωνηθεί μέχρι την 30η Ιουνίου 1981, από τις αρμόδιες αρχές των δύο Κυβερνήσεων.

6. Τα μέρη συμφωνούν ότι από την ημερομηνία υπογραφής της Τραπεζικής Συμφωνίας αυτής μέχρι την 30η Μαρτίου 1981 καμιά επιχειρησιακή έκθεση όπως καθορίζεται στην επιστολή της 28ης Ιανουαρίου 1966, που είναι συνημμένη στη συμφωνία πληρωμών της ίδιας ημερομηνίας, δεν θα χρησιμοποιείται από την HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD και την Τράπεζα της Ελλάδος, με τον όρο ότι η συμφωνία αυτή παραμένει σε ισχύ.

7. Για πρακτικούς λόγους, όλα τα τραπεζικά έγγραφα τα οποία πρόκειται να συνταχθούν ή να εκδοθούν στο πλαίσιο της Τραπεζικής Συμφωνίας αυτής θα πρέπει να φέρουν την ακόλουθη σημείωση. «Μέσω του Υπολογαριασμού λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ». Και οι δύο Τράπεζες θα πρέπει να επιδιώξουν όπως οι αγορές ελληνικών προϊόντων μέσω του παραπάνω λογαριασμού πραγματοποιούνται συμμέτρως σύμφωνα με τις ποσοστώσεις, οι οποίες αφορούν τα παραπάνω προϊόντα που αναφέρονται στο πρωτόκολλο της 4ης Ιουνίου 1976 καθώς και στην Ειδική Συμφωνία της 16ης Μαρτίου 1978, μεταξύ των δύο χωρών.

8. Η ισχύς της Τραπεζικής Συμφωνίας αυτής αρχίζει από την ημέρα της υπογραφής της παραμένει δε σε ισχύ εφόσον υπάρχει υπόλοιπο στον υπολογαριασμό λεωφορείων υπ' αριθ. ΙΙ σε $ ΗΠΑ.

Έγινε στην Αθήνα στις 25 Σεπτεμβρίου 1979 στην αγγλική γλώσσα, σε δύο πρωτότυπα αντίγραφα που έχουν και τα δύο την ίδια ισχύ.

Για την HUNGARIAN FOREIGN TRADE BANK LTD
(υπογραφή)
JENO SULE

Για την ΤΡΑΠΕΖΑ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
(υπογραφή)
ΜΙΧΑΗΛ ΚΑΡΑΒΑΝΑΣ

Άρθρο Δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 15 Ιουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ	**ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ	**ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΚΕΔΙΚΟΓΛΟΥ**

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΑΚΡΙΤΙΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1464

Κύρωση Συμφωνίας οικονομικής, τεχνικής και επιστημονικής συνεργασίας Ελλάδας Σενεγάλης.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρώνομεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ ποὺ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Συμφωνία οἰκονομικῆς, τεχνικῆς καὶ ἐπιστημονικῆς συνεργασίας, ποὺ ὑπογράφηκε στὸ Ντακάρ

στὶς 2 Μαΐου 1980 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης, τῆς ὁποίας τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

ACCORD

de coopération économique, technique et scientifique entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République du Senegal

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République du Sénégal.

Désireux de consolider et d'approfondir les relations amicales qui existent déjà entre les deux Etats et leurs peuples.

Considérant leur intérêt commun à l'entrection et à l'encouragement du dévéloppement économique, techniqueet scientifique de leurs Etats et,

Recconnaissant les avantages qui résulteront pour les deux Etats d'une coopération plus étroite dans ces domaines,

sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

COOPERATION ECONOMIQUE

Article 1er.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République du Sénégal s'efforceront en commun, dans le cadre de leurs possibilités, de coopérer et de s'entraider en vue de promouvoir le développement économique de leurs deux pays. A cet effet, ils entretiendront des rapports en tant que partenaires égaux en droit.

Article 2

Les deux Gouvernements faciliteront la participation des organismes d'Etat et des personnes privées au développement économique des deux pays.

TITRE II

COOPERATION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

Article 3

Les deux Gouvernements s'apporteront mutuellement une assistance technique et scientifique sous diverses formes.

Les objectifs, le programme et les modalités de cette coopération seront définis au moyen d'un protocole spécifique de coopération scientifique et technique à conclure entre les deux gouvernements.

TITRE III

COOPERATION EN MATIERE DE TOURISME

Article 4

Les deux Gouvernements coopéreront pour le développement du tourisme dans les deux pays. Ils échangeront des informations et des études se rapportant à leurs expériences dans les differents domaines du tourisme, ainsi que des missions d'experts et de professionel du tourisme. Ces études et missions seront définies dans un protocole spécial à conclure entre les deux Gouvernements.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 5

En vue de parvenir aux fins du présent Accord, des protocoles spéciaux définiront les objectifs, le programme et les modalités pour chaque projet.

Ces protocoles spéciaux peuvent prévoir notamment que la République Hellénique :

1. prêtera son concours dans la réalisation des études de factibilité et dans l'exécution des projets inscrits au plan de développement économique et social de la République du Sénégal.

2. facilitera le recrutement par la République du Sénégal de coopérants grecs en vue de la réalisation de projets à caractère économique et la formation des homologues sénégalais.

Article 6

La République du Sénégal

1. fera bénéficier les matériels qui lui seront offerts gratuitement par la République Hellénique en vue de réaliser les objectifs prévus dans le cadre du présent Accord, de l'exemption de toute taxe perçue à l'importation.

2. participera, si besoin est, par la fourniture de terrains et de locaux necessaires à la réalisation des objectifs visés au présent Accord.

Article 7

En rapport avec l'envoi d'experts grecs au Sénégal conformément a l'article 5 du présent Accord, la République du Sénégal accordera notamment les facilités et privilèges suivants :

1. exemption d'impôts et d'autres charges fiscales sur les traitements, émoluments et autres allocations versées par la République Hellénique pendant toute la durée de la mission de l'expert ;

2. chaque expert beneficiera du droit d'entrée en franchise douanière de ses effets personnels et ménagers et de ceux des membres de sa famille importés au Sénegal dans les six mois de son arrivée ;

3. chaque expert mis à la disposition du Gouvernement de la République du Sénégal bénéficiera de l'exoneration des droits et taxes pour ces effets et object personnels importés lors de sa première installation et ce, pendant une durée maximale de six mois ;

4. chaque expert mis à la disposition du Gouvernement de la République du Sénégal peut importer en admission temporaire un véhicule par ménage pour usage personnel. Ce vehicule nê peut être cédé à titre onéreux ou gratuit sans l'autorisation de l'administration sénégalaise compétente;

5. tout matériel professionnel ou technique dont chaque expert est susceptible de se munir sera mporté temporairement ou, excéprionnellement admis en franchise douanière, suivant une demande spéciale adressée par celui-ci par l'intermédiaire du Ministère sénégalais interessé, au Ministère des Finances et des Affaires Economiques de la République du Sénégal et accompagnée des documents appropriés ;

6. prévoyance pour le traitement médical et dentaire ainsi que pour l'hospitalisation dans les mêmes conditions que celles prévues pour les fonctionnaires sénégalais;

7. délivrance d'une pièce d'identité pour fonctionnaires étrangers aux experts grecs en vue de leur permettre l'exercice facile des missions dont ils sont chargés;

Article 8

En application des dispositions susmentionnées, les privilèges accordés aux coopérants grecs ne seront en aucun cas interprétés de manière plus restrictive par rapport à ceux généralement accordés aux coopérants de même statut au Sénégal.

Article 9

Le Gouvernement de la Républigue du Sénégal

1. accordera aide et protection aux experts envoyés au titre du présent Accord dans l'exercice de leur fonction ;

2. accordera aux experts grecs ainsi qu'aux membres de leur famille en période de crise internationale, toute l'aide nécessaire à leur rapatriement.

Article 10

Une commission mixte composée de représentants du Gouvernement de la République Hellénique et du Gouvernement de la République du Sénégal sera constitué et se réunira tous les deux ans alternativement à Athènes et à Dakar. Elle examinera à lalumière des résultats déjà obtenus, le programme des actions à entreprendre au cours de la période suivante et le soummettra à l'assentiment des deux Gouvernements. Ce programme pourra être modifié d'un commun accord.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 11

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq (5) ans prenant cours a la date de notification de sa ratification. Il est renouvelable par tacite reconduction.

Chacune des Parties pourra le dénoncer a tout moment en prévenant l'autre Partie de son intention six mois a l'avance et par écrit.

En cas de dénonciation, les dispositions du présent Accord resteront applicables à toutes les misions et tous les projets qui avaient été initiés jusqu'à leur achèvement.

Article 12

Tout différend entre les deux Gouvernements portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord sera, s'il n'est pas réglé par voie de négociation ou par tout autre mode de réglement agrée par les deux parties, soumis aux fins de décision définitive à un tribunal composé de trois arbitres dont deux désignés par chacune des parties, et le troisième par les deux parties. Il faudra un délai de trois mois pour désigner les arbitres. Passé ce délai, le président de la Court Internationale de Justice de la Haye sera habilité à designer le troisième arbitre aux lieu et place des Parties. La décision du Tribunal sera definitive.

Article 13

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification de l'accomplissement des formalités constitutionnelles propres a chaque pays.

Fait à Dacar, le 2 Mai 1980, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République du Sénégal
P. RELLAS Ambassadeur de Grèce	MOUSTAPHA NIASSE Ministre des Affaires Etrangères

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Οἰκονομικῆς, Τεχνικῆς καὶ Ἐπιστημονικῆς Συνεργασίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης.

Ἡ Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης,

Ἐπιθυμώντας νὰ ἑδραιώσουν καὶ νὰ ἐμβαθύνουν τὶς φιλικὲς σχέσεις ποὺ ἤδη ὑπάρχουν μεταξὺ τῶν δύο κρατῶν καὶ τῶν λαῶν τους,

Θεωρώντας ὅτι ἔχουν κοινὸ συμφέρον νὰ διατηρήσουν καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν οἰκονομική, τεχνικὴ καὶ ἐπιστημονικὴ ἀνάπτυξη τῶν κρατῶν τους καί,

Ἀναγνωρίζοντας τὰ πλεονεκτήματα ποὺ θὰ προκύψουν ἀπὸ μία στενότερη συνεργασία στοὺς τομεῖς αὐτοὺς καὶ γιὰ τὰ δύο κράτη, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΤΙΤΛΟΣ Ι

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Ἄρθρο 1.

Ἡ Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης θὰ προσπαθήσουν ἀπὸ κοινοῦ, στὸ πλαίσιο τῶν δυνατοτήτων τους, νὰ συνεργασθοῦν καὶ νὰ ἀλληλοβοηθηθοῦν ἐνόψει προωθήσεως τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως τῶν δύο χωρῶν τους. Πρὸς τὸ σκοπὸ αὐτόν, θὰ διατηρήσουν σχέσεις ὡς ἑταῖροι ἴσοι σὲ δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρο 2.

Οἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ διευκολύνουν τὴ συμμετοχὴ τῶν Κρατικῶν ὀργανισμῶν καὶ τῶν ἰδιωτῶν στὴν οἰκονομικὴ ἀνάπτυξη τῶν δύο χωρῶν.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ

ΤΕΧΝΙΚΗ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Ἄρθρο 3.

Οἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ παρέχουν ἀμοιβαῖα, τεχνικὴ καὶ ἐπιστημονικὴ ἀρωγὴ μὲ ποικίλες μορφές.

Οἱ στόχοι, τὸ πρόγραμμα καὶ οἱ ὅροι τῆς συνεργασίας αὐτῆς θὰ καθοριστοῦν μὲ εἰδικὸ πρωτόκολλο ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας ποὺ θὰ συνομολογηθεῖ μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ

ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ ΤΟΥΡΙΣΜΟΥ

Ἄρθρο 4.

Οἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ συνεργαστοῦν γιὰ τὴν ἀνάπτυξη τοῦ τουρισμοῦ στὶς δύο χῶρες. Θὰ ἀνταλλάσσουν πληροφορίες καὶ μελέτες ἀναφερόμενες στὶς ἐμπειρίες τους στοὺς διάφορους τομεῖς τοῦ τουρισμοῦ, καθὼς καὶ ἀποστολὲς ἐμπειρογνωμόνων καὶ ἐπαγγελματιῶν τοῦ τουρισμοῦ. Οἱ μελέτες καὶ οἱ ἀποστολὲς αὐτὲς θὰ καθοριστοῦν σὲ εἰδικὸ Πρωτόκολλο ποὺ θὰ συνομολογηθεῖ μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

ΤΙΤΛΟΣ IV

ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 5.

Γιὰ νὰ ἐπιτευχθοῦν οἱ στόχοι τῆς παρούσας Συμφωνίας, εἰδικὰ Πρωτόκολλα θὰ καθορίσουν τοὺς στόχους, τὸ πρόγραμμα καὶ τοὺς ὅρους γιὰ κάθε σχέδιο.

Τὰ εἰδικὰ αὐτὰ πρωτόκολλα μποροῦν ἰδίως νὰ προβλέψουν ὅτι ἡ Ἑλληνικὴ Δημοκρατία :

1. Θὰ παρέχει τὴ συνδρομή της στὴν πραγματοποίηση τῶν μελετῶν σκοπιμότητας καὶ στὴν ἐκτέλεση τῶν σχεδίων ποὺ περιέχονται στὸ πρόγραμμα οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς ἀναπτύξεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης.

2. Θὰ διευκολύνει τὴν ἐπιλογὴ ἐκ μέρους τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης Ἑλλήνων συνεργατῶν, ἐνόψει τῆς πραγματοποιήσεως σχεδίων οἰκονομικοῦ χαρακτῆρος καὶ τῆς ἐκπαιδεύσεως Σενεγαλέζων ὁμολόγων.

Ἄρθρο 6.

Ἡ Δημοκρατία τῆς Σενεγάλης.

1. Θὰ ἀπαλλάσσει ἀπὸ κάθε δασμὸ εἰσαγωγῆς τὰ ὑλικὰ ποὺ θὰ τῆς προσφερθοῦν δωρεὰν ἀπὸ τὴν Ἑλληνικὴ Δημοκρατία γιὰ νὰ πραγματοποιήσει τοὺς στόχους ποὺ προβλέπονται μέσα στὸ πλαίσιο τῆς παρούσας συμφωνίας.

2. Θὰ συμμετέχει ἐφόσον ὑπάρχει ἀνάγκη στὴν πραγματοποίηση τῶν στόχων στοὺς ὁποίους σκοπεύει ἡ παρούσα Συμφωνία μὲ τὴν παροχὴ τῶν ἀναγκαίων οἰκοπέδων καὶ κτιρίων.

Ἄρθρο 7.

Σχετικὰ μὲ τὴν ἀποστολὴ Ἑλλήνων ἐμπειρογνωμόνων στὴ Σενεγάλη, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 5 τῆς παρούσας συμφωνίας, ἡ Δημοκρατία τῆς Σενεγάλης θὰ παρέχει κυρίως τὶς ἀκόλουθες εὐκολίες καὶ προνόμια:

1. Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ φόρους καὶ ἄλλες φορολογικὲς ἐπιβαρύνσεις ἐπὶ τῶν μισθῶν, ἀμοιβῶν καὶ ἄλλων ἐπιδομάτων ποὺ ἡ Ἑλληνικὴ Δημοκρατία θὰ πληρώνει καθ' ὅλη τὴ διάρκεια τῆς ἀποστολῆς τοῦ ἐμπειρογνώμονα.

2. Κάθε ἐμπειρογνώμονας θὰ ἔχει δικαίωμα σὲ τελωνειακὴ ἀτέλεια γιὰ τὰ προσωπικὰ εἴδη καὶ τὴν οἰκοσκευὴ τοῦ ἴδιου καὶ τῶν μελῶν τῆς οἰκογένειάς του, ποὺ θὰ εἰσάγει στὴ Σενεγάλη ἐντὸς ἔξη μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀφίξεώς του.

3. Κάθε ἐμπειρογνώμονας ποὺ θὰ τεθεῖ στὴ διάθεση τῆς Κυβέρνησης τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης θὰ ἔχει τὸ δικαίωμα ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τὰ δικαιώματα καὶ τὰ τέλη γιὰ τὰ προσωπικά του εἴδη καὶ ἀντικείμενα ποὺ θὰ εἰσάγει κατὰ τὴν πρώτη ἐγκατάστασή του καὶ αὐτὸ θὰ ἰσχύει γιὰ μία μέγιστη διάρκεια ἔξη μηνῶν.

4. Κάθε ἐμπειρογνώμονας ποὺ θὰ τεθεῖ στὴ διάθεση τῆς Κυβέρνησης τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης μπορεῖ νὰ εἰσάγει μὲ προσωρινὴ ἀτέλεια ἕνα ὄχημα κατὰ οἰκογένεια γιὰ προσωπικὴ χρήση. Τὸ ὄχημα αὐτὸ δὲν μπορεῖ νὰ παραχωρηθεῖ αἰτία δωρεᾶς ἢ ἐξ ἐπαχθοῦς αἰτίας χωρὶς τὴν ἄδεια τῆς ἁρμόδιας σενεγαλικῆς διοίκησης.

5. Κάθε ἐπαγγελματικὸ ἢ τεχνικὸ ὑλικὸ μὲ τὸ ὁποῖο θὰ μποροῦσε νὰ ἐφοδιαστεῖ κάθε ἐμπειρογνώμονας θὰ εἰσάγεται προσωρινὰ ἢ ἐξαιρετικὰ μὲ τελωνειακὴ ἀτέλεια, κατόπιν εἰδικῆς αἰτήσεως, ποὺ θὰ ἀπευθύνει ὁ ἐμπειρογνώμων, μέσω τοῦ ἐνδιαφερόμενου σενεγαλικοῦ Ὑπουργείου πρὸς τὸ Ὑπουργεῖο Οἰκονομικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης, καὶ ἡ ὁποία (αἴτηση) θὰ συνοδεύεται ἀπὸ τὰ κατάλληλα ἔγγραφα.

6. Πρόνοια γιὰ ἰατρικὴ καὶ ὀδοντιατρικὴ περίθαλψη καθὼς καὶ γιὰ νοσοκομειακὴ περίθαλψη μὲ τοὺς ἴδιους ὅρους ποὺ προβλέπονται γιὰ τοὺς σενεγαλέζους δημόσιους ὑπαλλήλους.

7. Ἔκδοση ταυτότητας ξένου κρατικοῦ λειτουργοῦ γιὰ τοὺς ἕλληνες ἐμπειρογνώμονες ὥστε νὰ τοὺς ἐπιτρέπεται ἡ εὔκολη ἄσκηση τῶν ἀποστολῶν μὲ τὶς ὁποῖες εἶναι ἐπιφορτισμένοι.

Ἄρθρο 8.

Σὲ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων ποὺ ἀναφέρονται ἀνωτέρω, τὰ προνόμια ποὺ παρέχονται στοὺς ἕλληνες συνεργαζομένους δὲν θὰ ἑρμηνευθοῦν σὲ καμία περίπτωση κατὰ τρόπο πιὸ περιοριστικὸ σὲ σχέση μὲ τὰ προνόμια ποὺ παρέχονται γενικὰ στοὺς συνεργαζομένους ὑπὸ τὸ ἴδιο νομικὸ καθεστὼς στὴ Σενεγάλη.

Ἄρθρο 9.

Ἡ Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης:

1. Θὰ παρέχει βοήθεια καὶ προστασία πρὸς τοὺς ἐμπειρογνώμονες, ποὺ θὰ ἀποστέλλονται βάσει τῆς παρούσας συμφωνίας, κατὰ τὴν ἄσκηση τῶν καθηκόντων τους.

2. Θὰ παρέχει στοὺς ἕλληνες ἐμπειρογνώμονες καθὼς καὶ στὰ μέλη τῆς οἰκογένειάς τους, σὲ περίοδο διεθνοῦς κρίσεως, κάθε ἀναγκαία βοήθεια γιὰ τὸν ἐπαναπατρισμό τους.

Ἄρθρο 10.

Μικτὴ ἐπιτροπὴ ἀποτελούμενη ἀπὸ ἐκπροσώπους τῆς Κυβέρνησης τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβέρνησης τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης θὰ συγκροτηθεῖ καὶ θὰ συνέρχεται κάθε δύο χρόνια ἐναλλὰξ στὴν Ἀθήνα καὶ στὸ Ντακάρ. Θὰ ἐξετάζει κάτω ἀπὸ τὸ φῶς τῶν ἤδη ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων τὸ πρόγραμμα τῶν πρὸς ἀνάληψη ἐνεργειῶν κατὰ τὴ διάρκεια τῆς ἑπόμενης περιόδου καὶ θὰ τὸ ὑποβάλει στὴν ἔγκριση τῶν δύο Κυβερνήσεων. Τὸ πρόγραμμα αὐτὸ θὰ μπορεῖ νὰ τροποποιεῖται διὰ κοινῆς συμφωνίας.

ΤΙΤΛΟΣ V

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 11.

Ἡ παρούσα Συμφωνία συνομολογεῖται γιὰ μία διάρκεια πέντε (5) ἐτῶν, ἀρχομένη ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία τῆς κοινοποιήσεως τῆς κυρώσεώς της. Μπορεῖ νὰ ἀνανεώνεται σιωπηρῶς.

Καθένα ἀπὸ τὰ Μέρη μπορεῖ νὰ τὴν καταγγείλει ἀνὰ πᾶσα στιγμὴ προειδοποιώντας τὴν ἄλλη πλευρὰ γιὰ τὴν πρόθεσή της ἔξη μῆνες πρὶν καὶ ἐγγράφως.

Σὲ περίπτωση καταγγελίας, οἱ διατάξεις τῆς παρούσας Συμφωνίας θὰ παραμένουν ἐφαρμόσιμες γιὰ ὅλες τὶς ἀποστολὲς καὶ ὅλα τὰ σχέδια ποὺ θὰ ἔχουν ἀρχίσει, μέχρι τὴν περάτωσή τους.

Ἄρθρο 12.

Κάθε διαφορὰ μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων ποὺ θὰ ἀφορᾶ τὴν ἑρμηνεία ἢ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμφωνίας, ἐφόσον δὲν διευθετηθεῖ διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς διαπραγματεύσεως ἢ μὲ ὁποιονδήποτε ἄλλο τρόπο διευθετήσεως ποὺ θὰ ἔχουν δεχθεῖ καὶ οἱ δύο πλευρές, θὰ ὑποβάλλεται γιὰ τελικὴ ἀπόφαση σὲ ἕνα δικαστήριο ἀποτελούμενο ἀπὸ τρεῖς διαιτητὲς ἀπὸ τοὺς ὁποίους οἱ δύο θὰ ὑποδεικνύονται ἀπὸ κάθε μία ἀπὸ τὶς πλευρὲς καὶ ὁ τρίτος καὶ ἀπὸ τὶς δύο πλευρές. Μία διορία τριῶν μηνῶν θὰ εἶναι ἀναγκαία γιὰ νὰ ὑποδειχθοῦν οἱ διαιτητές. Πέραν τῆς διορίας αὐτῆς, ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου τῆς Χάγης θὰ ἐξουσιοδοτεῖται γιὰ νὰ ὑποδείξει τὸν τρίτο διαιτητὴ ἀντὶ τῶν Μερῶν. Ἡ ἀπόφαση τοῦ Δικαστηρίου θὰ εἶναι ὁριστική.

Ἄρθρο 13.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ τὴν ἡμερομηνία τῆς τελευταίας κοινοποίησης τῆς ἐκτελέσεως τῶν συνταγματικῶν διατυπώσεων τῆς κάθε χώρας.

Ἔγινε στὸ Ντακὰρ στὶς 2 Μαΐου 1980, σὲ δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα στὴ γαλλικὴ γλώσσα.

Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης
Π. ΡΕΛΛΑΣ	MOUSTAPHA NIASSE
Πρέσβυς τῆς Ἑλλάδος	Ὑπουργὸς Ἐξωτερικῶν

Ἄρθρο δεύτερο.

Τὰ Πρωτόκολλα, Πρακτικὰ ποὺ καταρτίζονται σ' ἐκτέλεση τῆς Συμφωνίας, γιὰ τὴ ρύθμιση εἰδικότερων θεμάτων ἢ θεμάτων τεχνικοῦ ἢ λεπτομερειακοῦ χαρακτήρα, ἀπὸ τὴ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς, ἐγκρίνονται μὲ Κοινὴ Πράξη τῶν ἁρμόδιων κατὰ περίπτωση Ὑπουργῶν.

Ἄρθρο τρίτο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 14 Ἰουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ	**ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**
ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ	**ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 16 Ἰουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1465

Κύρωση Συμφωνίας διεθνών οδικών μεταφορών επιβατών και εμπορευμάτων Ελλάδας και Ισπανίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

'Αρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία διεθνών οδικών μεταφορών επιβατών, εμπορευμάτων μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ισπανίας που υπογράφτηκε στη Μαδρίτη στις 23 Ιανουαρίου 1980 και το πρόσθετο πρωτόκολλό της, των οποίων τα πρωτότυπα κείμενα στην Ελληνική και Γαλλική γλώσσα έχουν ως εξής:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Ισπανίας πάνω στις Διεθνείς Οδικές Μεταφορές.

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Ισπανίας, θέλοντας να ευνοήσουν τις οδικές μεταφορές επιβατών και εμπορευμάτων μεταξύ των δύο χωρών, ως και τις μεταφορές δια μέσου των εδαφών τους, συμφώνησαν τα εξής:

'Αρθρο 1.

Ρυθμιζόμενες μεταφορές.

1. Οι επιχειρήσεις μεταφορών, που έχουν την έδρα τους στην Ελλάδα ή την Ισπανία, εξουσιοδοτούνται να πραγματοποιούν μεταφορές επιβατών ή εμπορευμάτων με οχήματα που έχουν αριθμό κυκλοφορίας του ενός ή του άλλου των δύο Κρατών είτε μεταξύ των εδαφών των δύο Συμβαλλομένων Μερών είτε τράνζιτ δια του εδάφους του ενός από αυτά, υπό τους όρους που καθορίζονται στην παρούσα Συμφωνία.

2. Απαγορεύονται οι εσωτερικές μεταφορές εμπορευμάτων ή επιβατών που πραγματοποιούνται μεταξύ δύο σημείων που κείνται στο έδαφος του ενός Συμβαλλομένου Μέρους, με όχημα με αριθμό κυκλοφορίας του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ι. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

'Αρθρο 2.

Υπόκεινται σε άδεια.

'Ολες οι μεταφορές επιβατών μεταξύ δύο Κρατών ή τράνζιτ δια των εδαφών τους, που πραγματοποιούνται με οχήματα ικανά να μεταφέρουν πάνω από οκτώ καθήμενους επιβάτες, εκτός από τον οδηγό, υπόκεινται στο καθεστώς της προκαταβολικής άδειας, εκτός των μεταφορών που υπόκεινται στο άρθρο 3 της παρούσας Συμφωνίας.

'Αρθρο 3.

Ελεύθερες μεταφορές.

(που δεν υπόκεινται σε άδεια).

Δεν υπόκεινται στο καθεστώς της προκαταβολικής άδειας:

α) Οι περιστασιακές τουριστικές μεταφορές «με κλειστές πόρτες», δηλαδή όταν το όχημα μεταφέρει σε ολόκληρη τη διαδρομή τον ίδιο όμιλο επισκεπτών και επιστρέφει στη χώρα αναχωρήσεως χωρίς να επιβιβάσει ούτε να αποβιβάσει επιβάτες κατά τη διαδρομή.

β) Οι περιστασιακές μεταφορές που περιλαμβάνουν μετάβαση με φορτίο κι επιστροφή χωρίς φορτίο.

γ) Οι περιστασιακές μεταφορές τράνζιτ που αντιστοιχούν στις παραπάνω περιπτώσεις α και β.

'Αρθρο 4.

Τακτικές μεταφορές.

1. Οι τακτικές μεταφορές μεταξύ των δύο χωρών ή τράνζιτ δια μέσου των αντίστοιχων εδαφών τους θα γίνονται από κοινού αποδεκτές απο τις αρμόδιες Αρχές των Συμβαλλομένων Μερών.

2. Με τον όρο «τακτική υπηρεσία» νοείται υπηρεσία που πραγματοποιεί τη μεταφορά επιβατών με προκαθορισμένη συχνότητα, πρόγραμμα και τιμές με προκαθορισμένα δρομολόγια, όπου επιβιβάζουν κι αποβιβάζουν επιβάτες σε προκαταβολικά καθορισμένες στάσεις.

3. Η κάθε αρμόδια Αρχή θα εκδίδει την άδεια γιά το δρομολόγιο που αντιστοιχεί στο δικό της έδαφος. Οι αρμόδιες Αρχές των Συμβαλλομένων Μερών θα αποστείλουν αμοιβαίως χωρίς καθυστέρηση τις εκδιδόμενες άδειες.

4. Οι αρμόδιες Αρχές θα καθορίζουν με κοινή συμφωνία την περίοδο ισχύος των αδειών όπως και τους όρους εφαρμογής της τακτικής μεταφοράς, τις συχνότητες, τα προγράμματα, τις τιμές, τα δρομολόγια, όπως και κάθε άλλη λεπτομέρεια που είναι αναγκαία για την καλή εκμετάλλευση της τακτικής μεταφοράς.

5. Οι αρμόδιες Αρχές εκδίδουν κατ' αρχήν τις άδειες αυτές με βάση την αμοιβαιότητα.

6. Οι αιτήσεις αδειών για τις τακτικές μεταφορές πρέπει να απευθύνονται στην αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου Μέρους, όπου έχει την κατοικία του ο Μεταφορέας, συνοδευόμενες από τα δικαιολογητικά έγγραφα που ορίζονται στο Πρωτόκολλο, που αναφέρεται στο άρθρο 19 της Συμφωνίας αυτής.

7. Αν η αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου Μέρους του τόπου κατοικίας του αιτούντος προτίθεται να δώσει συνέχεια στην αίτηση που αναφέρεται στο εδάφιο 6 του άρθρου αυτού, διαβιβάζει ένα αντίτυπό της στην αρμόδια Αρχή του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

'Αρθρο 5.

Αίτηση αδειών για άλλες μεταφορές.

Οι αιτήσεις αδειών για τις μεταφορές επιβατών πλην των αναφερομένων στα άρθρα 3 και 4 της παρούσας Συμφωνίας θα πρέπει να διαβιβάζονται από τους μεταφορείς στην αρμόδια Αρχή του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, μέσω της αρμόδιας Αρχής της χώρας που έχει δώσει άδεια κυκλοφορίας στο όχημα, εκτός εάν υπάρχει περίπτωση κατεπείγουσας ανάγκης. Στην περίπτωση αυτή, η αρμόδια Αρχή του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους γνωστοποιεί χωρίς καθυστέρηση στην αρμόδια Αρχή του κράτους που έχει δώσει την άδεια κυκλοφορίας στο όχημα, για τη ληφθείσα απόφαση.

ΙΙ. ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

'Αρθρο 6.

Υπόκεινται σε άδεια.

1. 'Ολες οι διεθνείς μεταφορές εμπορευμάτων για λογαριασμό τρίτων, ή για λογαριασμό του ίδιου του μεταφορέα, από ή προς ένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη, πραγματοποιούμενες με αυτοκίνητα οχήματα με αριθμό κυκλοφορίας του άλλου Συμβαλλομένου Κράτους, όπως κι η κυκλοφορία τράνζιτ δια μέσου του εδάφους ενός από τα Συμβαλλόμενα Κράτη με αυτοκίνητο όχημα με αριθμό κυκλοφορίας του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους υπόκεινται στο καθεστώς της προκαταβολικής άδειας, εκτός των μεταφορών που αναφέρονται στο Πρωτόκολλο, που σκοπείται στο άρθρο 19 της παρούσας Συμφωνίας.

2. Ο όρος όχημα αναφέρεται - στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας - σε κάθε όχημα με μηχανική κίνηση, όπως και σε κάθε ρυμουλκούμενο (ή ημιρυμουλκούμενο) είτε αυτό αποτελεί ένα σύνολο με το ρυμουλκό όχημα είτε είναι χωριστό.

'Αρθρο 7.

Ποσοστώσεις.

1. Οι άδειες μεταφοράς χορηγούνται στους μεταφορείς από την αρμόδια Αρχή της χώρας του αριθμού κυκλοφορίας των οχημάτων τους, στο όνομα της αρμόδιας Αρχής του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, μέσα στα πλαίσια των ποσοστώσεων που θα καθορίζονται κάθε χρόνο με κοινή συμφωνία των αρμόδιων Αρχών. Οι ποσοστώσεις αυτές θα εξαρτώνται από τις ανάγκες των εμπορικών ανταλλαγών ενώ παράλληλα θα λαμβάνεται υπόψη μια ισόρροπη κι ευκταία συμμετοχή ανάμεσα στους μεταφορείς των δύο Συμβαλλομένων Μερών.

2. Εάν, για ένα οποιοδήποτε λόγο, δεν καθορισθούν οι ποσοστώσεις ούτε με αλληλογραφία ούτε με διαπραγματεύσεις, θα ισχύουν προσωρινά για το επόμενο έτος οι ποσοστώσεις του παρελθόντος έτους.

3. Οι αρμόδιες Αρχές των δύο κρατών θα ανταλλάσσουν τα αναγκαία λευκά (ασυμπλήρωτα) έντυπα.

Άρθρο 8.
Μεταφορές εκτός ποσοστώσεων.

Στην άδεια υπόκεινται, εκτός ποσοστώσεων, οι μεταφορές που αναφέρονται στο Πρωτόκολλο για το οποίο γίνεται λόγος στο άρθρο 18 της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 9.
Υπόδειγμα άδειας - Εκθέσεως.

1. Οι άδειες θα ισχύουν για ένα ταξείδι με επιστροφή, κι η διάρκεια της ισχύος τους δεν μπορεί να ξεπερνά τους δύο μήνες.

2. Οι άδειες θα συνοδεύονται από μια έκθεση ταξειδιού όπου θα αναφέρονται λεπτομερώς τα χαρακτηριστικά του ταξειδιού και που θα πρέπει υποχρεωτικά να συμπληρώνονται από τους δικαιούχους πριν από το κάθε ταξείδι. Η έκθεση αυτή θα μπορεί να περιλαμβάνεται στην άδεια.

Άρθρο 10.
Ισχύς και χρησιμοποίηση των αδειών.

1. Η άδεια μεταφοράς παρέχει στο μεταφορέα το δικαίωμα να πραγματοποιήσει τη μεταφορά σύμφωνα με τις αναγραφόμενες προδιαγραφές κι ειδικότερα να φορτώσει εμπορεύματα κατά την επιστροφή, υπό τους όρους που καθορίζονται στο Πρωτόκολλο που είναι προσαρτημένο στην παρούσα Συμφωνία.

2. Η κάθε άδεια μπορεί να χρησιμοποιείται μόνο από το μεταφορέα στο όνομα του οποίου θα έχει εκδοθεί. Δεν μπορεί να μεταβιβασθεί σε τρίτο.

Άρθρο 11.
Τριγωνικές μεταφορές κι άφορτες είσοδοι.

1. Απαγορεύονται οι τριγωνικές μεταφορές. Με τον όρο αυτόν νοείται κάθε μεταφορά μεταξύ του εδάφους ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη και μιας τρίτης χώρας, που πραγματοποιείται από μεταφορείς του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Οι άφορτες είσοδοι δεν επιτρέπονται, παρά στις ειδικές μόνο περιπτώσεις που προβλέπονται στό Πρωτόκολλο.

ΙΙΙ. ΚΟΙΝΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 12.
Έλεγχος των εγγράφων.

Οι άδειες και τα δηλωτικά θα πρέπει να βρίσκονται πάνω στα οχήματα, και να παρουσιάζονται σε κάθε ζήτηση των αρμόδιων για τον έλεγχο οργάνων και δη των τελωνειακών αρχών κατά την είσοδο και την έξοδο από τα εδάφη των δύο Συμβαλλομένων Μερών.

Άρθρο 13.
Εθνική νομοθεσία.

Για όλα τα θέματα που δεν ρυθμίζονται από τις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας ή των διεθνών Συμβάσεων, στις οποίες μέρη είναι τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, οι μεταφορείς και οι οδηγοί των οχημάτων του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους υποχρεούνται να σέβονται τις νομοθετικές διατάξεις και τους κανονισμούς του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, όταν θα διατρέχουν το έδαφός τους.

Άρθρο 14.
Βάρος και διαστάσεις των οχημάτων.

1. Όσον αφορά το βάρος και τις διαστάσεις των οχημάτων, το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να μην υποβάλλει τα οχήματα με αριθμό κυκλοφορίας του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους σε όρους πιο περιοριστικούς από εκείνους που επιβάλλονται στα οχήματα με δικούς του αριθμούς κυκλοφορίας.

2. Εάν το βάρος ή οι διαστάσεις του οχήματος ή του φορτίου ξεπερνούν τα όρια που επιτρέπονται στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, το όχημα θα πρέπει να είναι εφοδιασμένο με μια ειδική άδεια, εκδιδομένη από την αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους, που θα μπορεί να περιλαμβάνει ένα καθορισμένο δρομολόγιο.

Άρθρο 15.
Φόροι, δασμοί και τελωνειακό καθεστώς.

1. Οι μεταφορείς που πραγματοποιούν μεταφορές προβλεπόμενες απο την παρούσα Συμφωνία, θα καταβάλλουν για τις μεταφορές που ενεργούνται στό έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, τους φόρους και δασμούς που ισχύουν στο έδαφος αυτό, υπό τους όρους που καθορίζονται στο πρωτόκολλο που αναφέρεται στο άρθρο 18 της παρούσας Συμφωνίας.

2. Στα οχήματα με άδεια κυκλοφορίας του ενός Συμβαλλομένου Μέρους και που εισέρχονται πρόσκαιρα στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, για την πραγματοποίηση μιας μεταφοράς προβλεπόμενης στην παρούσα Συμφωνία, θα εφαρμόζεται στο εξής τελωνειακό καθεστώς:

α) Τα οχήματα θα απαλλάσσονται απο κάθε τελωνειακό τέλος και δασμό σχετικά με το ίδιο το όχημα.

β) Τα καύσιμα που βρίσκονται στις δεξαμενές καυσίμων που προβλέπονται απο τον κατασκευαστή του οχήματος δεν θα υπόκεινται σε κανενός είδους φόρο, τέλος ή δασμό.

γ) Τα ανταλλακτικά εξαρτήματα, που εισάγονται προσωρινά στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους και που προορίζονται για επισκευές των οχημάτων, γίνονται δεκτά απαλλασσόμενα απο κάθε τελωνειακό τέλος ή άλλο φόρο ή δασμό. Τα ανταλλακτικά εξαρτήματα που αντικαθίστανται θα πρέπει να εξάγονται πάλι ή να καταστρέφονται υπο τον έλεγχο των αρμόδιων τελωνειακών οργάνων του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρο 16.
Παραβιάσεις της Συμφωνίας.

1. Εάν ένας μεταφορέας του ενός Συμβαλλομένου Μέρους παραβιάσει μια οποιαδήποτε διάταξη της Συμφωνίας αυτής στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, η αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους μπορεί, πέρα απο τις ενδεχόμενες νόμιμες κυρώσεις που προβλέπονται στο δικό της έδαφος, να ενημερώσει το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος για τις συνθήκες της διαπραχθείσας παραβιάσεως.

2. Εάν πρόκειται γιά παραβιάσεις, από τις αναφερόμενες στην παράγραφο 1 του άρθρου αυτού, η αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου Μέρους στο έδαφος του οποίου διαπράχθηκε η παραβίαση, μπορεί να ζητήσει από την αρμόδια Αρχή του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους:

α) να ειδοποιήσει το μεταφορέα που διέπραξε την παραβίαση ότι σε περίπτωση υποτροπής πιθανόν να του απαγορευθεί η είσοδος των οχημάτων του στο έδαφος του Συμβαλλομένου Μέρους όπου διαπράχθηκε η παραβίαση, επί μια χρονική περίοδο που θα καθορισθεί από την αρμόδια Αρχή του Συμβαλλομένου αυτού Μέρους ή

β) να ειδοποιήσει το μεταφορέα ότι του απαγορεύεται πρόσκαιρα ή οριστικά η είσοδος των οχημάτων του στο έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Η αρμόδια Αρχή που δέχεται μια τέτοια αίτηση της αρμόδιας Αρχής του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους υποχρεούται να λάβει τα αναγκαία μέτρα και να ενημερώσει σχετικά την άλλη.

Άρθρο 17.
Αρμόδιες Αρχές-Μικτή Επιτροπή.

1. Το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα γνωστοποιήσει στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος τις αρμόδιες Αρχές για το χειρισμό των σχετικών με την παρούσα Συμφωνία θεμάτων.

2. Για να καταστεί δυνατή η καλή εκτέλεση των διατάξεων της παρούσας Συμφωνίας, τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θα συστήσουν μια Μικτή Επιτροπή, αποτελούμενη από αντιπροσώπους των δύο Συμβαλλομένων Μερών.

3. Η Επιτροπή αυτή θα συνέρχεται ύστερα απο αίτηση μιας των αρμόδιων Αρχών, εναλλάξ στο έδαφος της μιας και της άλλης, εκτός εάν μεσολαβήσει αντίθετη κοινή συμφωνία.

Άρθρο 18.

Πρωτόκολλο.

1. Οι τρόποι εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας θα ρυθμισθούν με την υπογραφή από τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενός Πρωτοκόλλου που θα αρχίσει να ισχύει ταυτόχρονα με τη Συμφωνία αυτή.

2. Η Μικτή Επιτροπή που προβλέπεται στο άρθρο 17 της παρούσας Συμφωνίας θα είναι αρμόδια για την τροποποίηση του Πρωτοκόλλου αυτού, αν αυτή κριθεί αναγκαία.

Άρθρο 19.

Θέση σε ισχύ και επικύρωση.

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα γνωστοποιήσουν προς άλληλα με τη διπλωματική οδό την εκπλήρωση των συνταγματικής ή νομοθετικής φύσεως αναγκαίων διατυπώσεων για τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας. Αυτή θα αρχίσει να ισχύει 30 ημέρες μετά την ημερομηνία λήψεως της τελευταίας από τις γνωστοποιήσεις αυτές.

2. Η παρούσα Συμφωνία συνάπτεται για μια περίοδο ενός έτους και θα ανανεούται σιωπηρά απο έτος σε έτος εφόσον δεν υπάρξει καταγγελία της κοινοποιούμενης από την πλευρά ενός Συμβαλλομένου Μέρους, τρεις τουλάχιστο μήνες πριν από τη λήξη του ημερολογιακού έτους που θα διανύεται τότε.

Υπογράφτηκε στη Μαδρίτη, στις 23 Ιανουαρίου του 1980, σε τρία πρωτότυπα, στην ελληνική, την ισπανική και τη γαλλική, που έχουν και τα τρία την ίδια ισχύ. Σε περίπτωση διαφορών υπερισχύει το γαλλικό κείμενο.

Για την Κυβέρνηση της Ισπανίας
MARCELINO OREJA AGUIRRE

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

Π Ρ Ω Τ Ο Κ Ο Λ Λ Ο

Συνταχθέν δυνάμει του άρθρου 18 της Συμφωνίας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Ισπανίας, πάνω στις Διεθνείς Οδικές Μεταφορές.

Για την εκτέλεση της Συμφωνίας πάνω στις Διεθνείς Οδικές Μεταφορές, συμφωνείται ο ακόλουθος τρόπος εφαρμογής:

ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

Όσον αφορά τα άρθρα 4 και 5

1. Οι αιτήσεις αδειών για τις μεταφορές που αναφέρονται στό άρθρο 4 θα πρέπει να συνοδεύονται από τα αποδεικτικά έγγραφα που απαιτούν οι κείμενες νομοθετικές διατάξεις των δύο χωρών.

2. Οι αιτήσεις αδειών για τις μεταφορές που αναφέρονται στό άρθρο 5 πρέπει να απευθύνονται στις αρμόδιες Αρχές 21 τουλάχιστον ημέρες πριν από την προβλεπόμενη ημερομηνία πραγματοποιήσεως του ταξειδιού. Οι αιτήσεις θα πρέπει να συνοδεύονται από τις εξής πληροφορίες:

Όνομα και διεύθυνση της επιχειρήσεως που διοργανώνει το ταξείδι.

Όνομα και διεύθυνση του μεταφορέα.

Αριθμό κυκλοφορίας των χρησιμοποιούμενων οχημάτων.

Αριθμό των πρός μεταφορά επιβατών.

Ημερομηνία και σημεία διελεύσεως από τα σύνορα κατά την είσοδο και την έξοδο από τη χώρα, με παράλληλη σημείωση των διαδρομών που θα γίνουν με ή χωρίς φορτίο.

Δρομολόγιο και τόπους επιβιβάσεως και αποβιβάσεως των επιβατών.

Όνομα των τοποθεσιών διανυκτερεύσεως, και, ει δυνατόν, διεύθυνση των ξενοδοχείων.

Χαρακτηριστικά του τχξειδιού: τακτικό δρομολόγιο ή περιστασιακή μεταφορά.

3. Η είσοδος ενός κενού οχήματος για την αντικατάσταση άλλου, της αυτής ιθαγένειας, που έχει χαλάσει, θα καλύπτεται από ένα έγγραφο, που θα καταρτισθεί κοινή συμφωνία από τα δυο Συμβαλλόμενα Μέρη (Παράρτημα Ι).

ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

Όσον αφορά το άρθρο 6.

4. Οι μεταφορές που απαλλάσσονται της υποχρεώσεως λήψεως αδείας είναι:

Οι περιστασιακές μεταφορές εμπορευμάτων προς και από αεροδρόμια, σε περίπτωση παρεκκλίσεως των μεταφορών.

Οι μεταφορές αποσκευών με ρυμουλκούμενα, προσαρτημένα στα οχήματα για τη μεταφορά επιβατών, ως και οι μεταφορές αποσκευών με πάσης φύσεως οχήματα προς ή από αεροδρόμια.

Οι ταχυδρομικές μεταφορές.

Οι μεταφορές χαλασμένων οχημάτων.

Οι μεταφορές απορριμμάτων και λυμάτων.

Οι μεταφορές νεκρών ζώων για εκδορά.

Οι μεταφορές μελισσών και ιχθυδίων.

Οι νεκρώσιμες μεταφορές.

Οι μεταφορές ζώντων ζώων με ειδικά οχήματα. Με τον όρο ειδικά οχήματα για τη μεταφορά ζώντων ζώων νοούνται εκείνα τα οχήματα που έχουν ειδικά κατασκευασθεί ή διευθετηθεί κατά τρόπο μόνιμο για την πραγματοποίηση μεταφορών ζώντων ζώων και γίνονται έτσι δεκτά από τις αρμόδιες αρχές των δύο χωρών.

Οι μεταφορές ανταλλακτικών εξαρτημάτων και προϊόντων που προορίζονται για τον ανεφοδιασμό των πλοίων και των αεροσκαφών.

Οι μεταφορές εμπορευμάτων εξαιρετικών διαστάσεων ή βάρους, υπό τον όρο ότι ο μεταφορέας θα έχει εξασφαλίσει τις ειδικές άδειες που θα απαιτούνται βάσει των εθνικών κανονισμών σε θέματα οδικής κυκλοφορίας.

Οι μεταφορές πολύτιμων εμπορευμάτων (π.χ. πολύτιμα μέταλλα) που γίνονται δια ειδικών οχημάτων με συνοδεία αστυνομίας ή άλλων δυνάμεων ασφαλείας.

Οι μεταφορές ειδών που είναι αναγκαία για ιατρική περίθαλψη σε περίπτωση κατεπείγουσας βοήθειας και κυρίως σε περίπτωση φυσικών καταστροφών.

Οι μεταφορές εμπορευμάτων με αυτοκίνητα το επιτρεπόμενο μικτό βάρος των οποίων, συμπεριλαμβανομένου και του ρυμουλκούμενου, δεν ξεπερνά τους 6 τόννους ή το ωφέλιμο βάρος των οποίων, συμπεριλαμβανόμενου και του ρυμουλκούμενου, δεν ξεπερνά τους 3.5 τόννους.

Οι άφορτες μετακινήσεις ενός οχήματος μεταφοράς εμπορευμάτων, που προορίζεται για αντικατάσταση άλλου οχήματος που τέθηκε σε αχρηστία στο εξωτερικό, όπως κι η από το νέο αυτοκίνητο εξακολούθηση της μεταφοράς, βάσει της άδειας που είχε εκδοθεί για το όχημα που αχρηστεύθηκε. Η Ισπανία θα φροντίσει επίσης να συμπληρώνεται έγγραφο στατιστικού ελέγχου από τους μεταφορείς που θα διέρχονται τα συνορά της.

Οι μεταφορές αντικειμένων και έργων τέχνης που προορίζονται για εκθέσεις, πανηγύρεις ή για εμπορικούς σκοπούς.

Οι μεταφορές αντικειμένων και υλικού με αποκλειστικό προορισμό τη διαφήμιση και την πληροφόρηση.

Οι μεταφορές υλικού, εξαρτημάτων και ζώων προς ή από θεατρικές, μουσικές, κινηματογραφικές ή αθλητικές εκδη-

λώσεις, τσίρκα, πανηγύρια ή γιορτές, όπως και τα προοριζόμενα για ραδιοφωνικές εγγραφές, για κινηματογραφικές ή τηλεοπτικές λήψεις.

5. Εάν ένα ρυμουλκό όχημα με αριθμό κυκλοφορίας του ενός Συμβαλλομένου Μέρους σύρει ρυμουλκούμενο ή ημιρυμουλκούμενο μιας τρίτης χώρας, κατά την κυκλοφορία του μέσα από το έδαφος του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, το ρυμουλκούμενο οφείλει να έχει την αντίστοιχη άδεια, εφόσον ισχύει μια συμφωνία για ένα καθεστώς ποσοστώσεως για τις διεθνείς μεταφορές, μεταξύ του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους και της χώρας της οποίας αριθμό κυκλοφορίας έχει το ρυμουλκούμενο.

Η ιθαγένεια ενός τέτοιου συνδυασμού οχημάτων θα είναι η του ρυμουλκού οχήματος.

Όσον αφορά το άρθρο 7.

6. Οι άδειες, μαζί με τις εκθέσεις των ταξειδιών θα επιστρέφονται από τους δικαιούχους μετά από αίτηση της αρμόδιας αρχής που τις εξέδωσε, αφού χρησιμοποιηθούν ή όταν λήξει η περίοδος ισχύος των, σε περίπτωση που δεν θα χρησιμοποιηθούν.

Όσον αφορά το άρθρο 8.

7. Οι μεταφορές που υπόκεινται στην άδεια εκτός ποσοστώσεων είναι :

α) Οι μεταφορές κατεψυγμένων προϊόντων σε ειδικά εξοπλισμένα για το σκοπό αυτόν οχήματα.

β) Οι μεταφορές τράνζιτ.

γ) Οι μετακομίσεις, που πραγματοποιούνται απο εταιρείες ειδικά γιά το σκοπό τούτο εξοπλισμένες με υλικό και προσωπικό.

δ) Ορισμένες άλλες ειδικευμένες μεταφορές, των οποίων οι όροι τους θα συμφωνηθούν απο κοινού μεταξύ των αρμόδιων Αρχών των δύο χωρών.

8. Οι μεταφορές τράνζιτ θα εκτελούνται χωρίς να φορτώνονται ούτε να εκφορτώνονται εμπορεύματα στη διασχιζόμενη χώρα.

Όσον αφορά το άρθρο 9.

9. Οι άδειες θα συντάσσονται κατά το υπόδειγμα που προσαρτάται στο παρόν πρωτόκολλο (Παράρτημα 2).

10. Οι άδειες θα αριθμούνται από την Αρχή που τις εκδίδει. Οι άδειες αυτές θα περιλαμβάνουν μια έκθεση του ταξειδιού και θα είναι σύμφωνες με το υπόδειγμα που εκπόνησε το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, όπως έχει προσαρτηθεί στο παρόν Πρωτόκολλο.

Όσον αφορά το άρθρο 10.

11. Θα είναι δυνατό να φορτώνονται εμπορεύματα κατά την επιστροφή μόνο στις επαρχίες που διασχίζονται από το δρομολόγιο της εισόδου και τις όμορες προς αυτές επαρχίες. Εν τούτοις ένα ορισμένο ποσοστό των αδειών του ανώτατου ορίου θα μπορεί να χρησιμοποιηθεί χωρίς κανένα γεωγραφικό περιορισμό.

Όσον αφορά το άρθρο 11.

12. Η είσοδος ενός άφορτου οχήματος γιά να φορτώσει εμπορεύματα στο άλλο κράτος θα πρέπει να αποτελεί το αντικείμενο ειδικής αδείας για άφορτη είσοδο. Η άδεια αυτή θα εκδίδεται υπό όρους που θα καθορισθούν από κοινού από τις αρμόδιες Αρχές.

13. Η άφορτη είσοδος ενός οχήματος γιά την πραγματοποίηση μιας μεταφοράς που απαλλάσσεται της υποχρεώσεως λήψεως προκαταβολικής άδειας δεν θα υπόκειται σε ειδική άδεια άφορτης εισόδου.

14. Επιτρέπεται εξάλλου η άφορτη διέλευση (τράνζιτ).

Όσον αφορά το άρθρο 15.

15. Στα πλαίσια της εφαρμογής αυτού του άρθρου, τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θα προσπαθήσουν να θεσπίσουν ένα καθεστώς εναρμονίσεως.

Όσον αφορά τα άρθρα 14 και 18.

16. Οι αναφερόμενες στο άρθρο 14 αρμόδιες αρχές είναι :

Από ελληνικής πλευράς :
Υπουργείο Δημοσίων Έργων. Γενική Διεύθυνση Δημοσίων Έργων, οδός Χαριλάου Τρικούπη 182, Αθήνα.

Από Ισπανικής πλευράς :
Direccion General de Transportes Terrestres Seccion de Transportes Internacionales Ministerio de transportes Y Comunicacion Plaza de San Juan de la Cruz 1 MADRID.

Οι αρμόδιες Αρχές για τις οποίες γίνεται λόγος σε όλα τα άλλα άρθρα είναι :

Από ελληνικής πλευράς:
Υπουργείο Συγκοινωνιών Γενική Διεύθυνση Μεταφορών, οδός Ξενοφώντος 3, Αθήνα.

Από Ισπανικής πλευράς :
Direccion General de Transportes Terrestres Seccion de Transportes Internacionales Ministerio de Transportes Y Comunicaciones Plaza de San Juan de la Cruz 1, MADRID.

Υπεγράφη στην Μαδρίτη, στις 23 Ιανουαρίου του 1980 σε τρία πρωτότυπα αντίτυπα, στην ελληνική, την ισπανική και τη γαλλική γλώσσα, που όλα τους έχουν την αυτή ισχύ. Σε περίπτωση διαφοράς υπερισχύει το γαλλικό κείμενο.

Για την Αντιπροσωπεία της Ισπανίας
MARCELINO OREJA AGUIRRE

Για την Αντιπροσωπεία της Ελληνικής Δημοκρατίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ACCORD

entre le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de l'Espagne concernant les Transports Routiers Internationaux

Le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement et l'Espagne, désireux de favoriser les transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux pays, ainsi que les transports à travers leurs territoires, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Transports réglés

1. Les entreprises de transport ayant leur siège en Grèce ou en Espagne sont autorisées à effectuer des transports de voyageurs ou de marchandises au moyen de véhicules immatriculés dans l'un ou l'autre des deux Etats, soit entre les territoires des deux Parties Contractantes, soit en transit sur le territoire de l'une d'elles, dans les conditions définies par le présent Accord.

2. Les transports intérieurs de voyageurs ou de marchandises effectués entre deux points situés dans le territoire d'une des Parties Contractantes, moyennant en véhicule immatriculé dans l'autre Partie Contractante, sont interdits.

I – TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Article 2

Soumis à autorisation

Tous les transports de voyageurs entre les deux Etats, ou en transit par leurs territoires, effectués au moyen de véhicules aptes à transporter plus de huit personnes assises, non compris le conducteur, sont soumis

au régime de l'autorisation préalable, à l'exception des transports visés à l'article 3 du présent Accord.

Article 3

Services libéralisés

(non soumis à autorisation)

1. Ne sont pas soumis au régime de l'autorisation préalable :

a) Les transports touristiques occasionnels à portes fermées c'est à dire, quand le véhicule transporte sur tout le trajet un même groupe de voyageurs et revient dans le pays de départ, sans avoir chargé ni déposé de voyageurs en cours de route.

b) Les transports occasionnels comportant le voyage aller en charge et le voyage retour à vide.

c) Les transports occasionnels en transit correspondants aux cas (a) et (b).

Article 4

Services réguliers

1. Les Services réguliers entre les deux pays ou en transit à travers leurs territoires respectifs seront acceptès conjointement par les Autorités compètentes des Parties Contractantes.

2. «Service régulier» signifie un service qui réalise le transport de voyageurs avec une fréquence, horaire et tarifs déterminés, avec itinéraires fixés, où dans des arrêts fixès d'avance où les voyageurs sont chargés ou déchargès.

3. Chaque Autorité compétente délivrera l'autorisation pour l'itinéraire qui correspond à son propre territoire. Les Autorités compétentes des Parties Contractantes se transmettront sans retard les autorisations délivrées.

4. Les Autorités compétentes fixeront de commun accord la période de validité des autorisations ainsi que les conditions d'application du service régulier, fréquences, horaires, tarifs, itinéraires, ainsi que tout autre détail nécessaire pour la bonne exploitation du service régulier.

5. Les Autorités compétentes délivrent ces autorisations, en principe, sur la base de la réciprocité.

6. Les demandes d'autorisations pour les services réguliers doivent être adressés à l'Autorité compétente de la Partie Contractante où se trouve domicilié le transporteur, accompagnées des documents indiqués au protocole visé à l'Article 19 de cet Accord.

7. Si l'Autorité compétente de la Partie contractante du domicile du demandeur à l'intention de donner suite à la demande mentionnée à l'alinéa 6 de cet Article, elle transmettra un exemplaire de celle-ci à l'Autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

Article 5

Demande d'autorisations pour d'autres services

Les demandes d'autorisations pour les transports de voyageurs autres que ceux indiqués aux Articles 3 et 4 du présent Accord devront être transmises par les transporteurs à l'Autorité compétente de l'autre Partie Contractante, par l'Intermediaire de l'Autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule sauf en cas d'urgence ; dans ce dernier cas, l'Autorité compétente de l'autre Partie Contractante informe sans délai l'Autorité compétente de pays d'immatriculation, de la décision intervenue.

II. TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Article 6

Soumis à autorisation

1. Tous les transports internationaux de marchandises pour compte d'autrui ou pour compte propre en provenance ou à destination de l'un des Etats contractants, effectués au moyen de véhicules automobiles immatriculés dans l'autre Etat Contractant, ainsi que le trafic en transit effectué à travets le territoire de l'un des Etats Contractantes par un véhicule automobile immatriculé dans l'autre Etat, sont soumis au régime de l'autorisation préalable, à l'exception des transports mentionnés au protocole visé à l'Article 19 du présent Accord.

2. Le terme «véhicule» se rapporte dans le cadre de cet Accord à tout véhicule à propulsion mécanique, ainsi qu'à toute remorque ou semi - remorque, soit formant un ensemble avec le véhicule tracteur, soit séparément.

Article 7

Contingent

1. Les autorisations de transport sont délivrées aux transporteurs par l'Autorité compétente du pays d'immatriculation de ses véhicules, au nom de l'Autorité compétente de l'autre Partie Contractante, dans la limite de contingents fixés annuellement, d'un commun accord entre les Autorités compétentes. Ces contingents dépendront des besoins des échanges commerciaux tout en tenant compte d'une participation équilibrée et souhaitable entre les transporteus des deux Parties Contractantes.

2. Si pour une raison quelconque les contingents ne se fixent pas par correspondance ni par des négocations, les contingents de l'année précédente se maintiendront provisoirement en vigueur pour l'année suivante.

3. Les Autorités compétentes des deux Etats échangeront les imprimés nécessaires en blanc.

Article 8

Transports hors contingent

Sont soumis à l'autorisation, mais placés hors contingent, les transports mentionnés au protocole visé à l'Article 18 du présent Accord.

Article 9

Modèle d'autorisation-Compte rendu

1. Les autorisations seront valables pour un voyage, aller et retour et la durée de validité ne peut dépasser deux mois.

2. Les autorisations seront accompagnées d'un compte rendu de voyage où les caractéristiques du voyage seront spécifée et qui devra être obligatoirement rempli par les bénéficiaires avant chaque voyage. Ce compte rendu pourra être inclus dans l'autorisation.

Article 10

Validité et utilisation des autorisations

1. L'autorisation de transport confère au transporteur le droit de réaliser le transport conformément aux spécifications indiquees, et spécialement à prendre en charge des marchandises au retour, dèns les conditions fixés au protocole annexé au présent Accord.

2. Chaque autorisation ne pourra être utilisée que par le transporteur au nom duquel elle aura été délivrée. Elle nepourra être transférée à un tiers.

Article 11

Transport triangulaire et entrèes à vide

1. Les transports triangulaires sont interdits. On entend par transport triangulaire tout transport entre le territoire d'une des Parties Contractantes et un pays tiers, exécuté par les transporteurs de l'autre Partie Contractante.

2. Les antrèes à vide ne sont pas autorisées sauf dans les cas spécifiées au protocole.

III. DISPOSITIONS COMMUNES

Article 12

Contrôle des documents

Les autorisations et les déclarations devront se trouver à bord des véhicules, et être présentèes à toute réquisition des agents chargés du contrôle, et spécialement des douanes, à l'entrée et à la sortie des territoires des deux Parties Contractantes.

Article 13

Législation nationale

Pour toutes les matières qui ne sont pas réglées par les prévisions de cet Accord ou de celles des conventions Internationales dont les deux Parties Contractantes font partie, les transporteurs et les conducteurs des véhicules d'une partie Contractante sont tenus de respecter les prévisions légales et les réglementations de l'autre Partie Contractante, lorsqu'ils parcourent le territoire de celle-ci.

Article 14

Poids et dimensions des véhicules

1. En matière de poids et de dimensions de véhilules, chacune des Parties Contractantes s'engage à ne pas soumettre les véhicules immatriculés dans l'autre Etat à des conditions plus restrictives que celles imposées aux véhicules immatriculés dans sont propre pays.

2. Si le poids ou les dimensions du véhicule, ou du chargement dépassent les limites admises sur le territoire de l'autre Partie Contractante, le véhicule doit être muni, d'une autorisation spéciale délivrée par l'Autorité compétente de cette Partie Contractante, qui pourra inclure un itinéraire déterminé.

Article 15

Impôt, taxes et régime douanier

1. Les transporteurs effectuant des transports prévus par le présent Accord acquitteront, pour les transports effectués sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les impôts et les taxes en vigeur sur ce territoire, dans les conditions fixées par le Protocole visé à l'article 18 du présent Accord.

2. Aux véhicules immatriculés sur le territoire d'une des Parties Contractantes et qui entrent temporairement dans le territoire de l'autre Partie Contractante pour effectuer un transport prévue dans le présent Accord, le régime douanier suivant leur sera appliqué :

a) les véhicules seront exemptés de tous les droits et taxes douanières concernant le véhicule.

b) Les carburants se trouvant dans les réservoirs des véhicules prévus par le fabricant, ne seront soumis à aucun impôt, droit ou taxe.

c) les pièces de rechange importées temporairement sur le territoire de l'autre Partie Contractante destinées à la réparation des véhicules seront admises en franchise de droits de douane et de tout autre impôt ou taxe d'importation. Les pièces de rechange remplacées devront être réexportées ou détruites sous le contrôle des agents de douane compétents, de l'autre Partie Contractante.

Article 16

Infractions de l'Accord

1. Si un transporteur d'une des Parties Contractantes enfreint une disposition quelconque de cet Accord sur le territoire de l'autre Partie Contractante, l'Autorité compétente de cette Partie Contractante peut, en dehors d'eventuelles sanctions légales applicables sur son propre territoire, informer l'autre Partie Contractante des circonstances de l'infraction commise.

2. Sil s'agit d'une infraction de celles indiquées à l'alinéa de cet Article, l'Autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, peut demander à l'Autorité compétente de l'autre Partie Contractante :

a) de prévenir le transporteur qui a commis l'infraction, qu'en cas de récidive, l'entrée de ses véhicules sur le territoire de la Partie Contractante où l'infraction a été commise peut lui être refusée pendant une période de temps qui sera stipulée par l'Autorité compétente de cette Partie Contractante, ou

b) de prévenir le transporteur que l'entrée de ses véhicules sur le territoire de l'autre Partie Contractante lui est refusée temporairement ou définitivement.

3. L'Autorité compétente qui reçoive une demande en ce sens de l'Autorité compétente de l'autre Partie Contractante est tenue de prendre les mesures nécessaires et d'en informer celle-ci.

Article 17

Autorités compétentes-Commission Mixte

1. Chacune des Parties Contractantes portera à la connaissance de l'autre Partie, les Autorités compétentes pour traiter les matières en rapport avec le présent Accord.

2. Pour permettre la bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties Contractantes institueront une Commission Mixte formée par des resprésentants des dites Parties Contractantes.

3. Le dite Commission se réunira à la demande de l'une des Autorités compétentes, alternativement sur le territoire de chacune d'elles sauf décision contraire par accord mutuel.

Article 18

Protocole

1. Les modalités d'application du présent Accord seront réglées par les Parties Contractantes par un protocole qui entrera en vigueur en même temps que le dit Accord.

2. La Commission mixte prévue à l'article 17 du présent Accord sera compétente pour modifier, en tant que de besoin, le dit protocole.

Article 19

Entrée en vigueur et validité

1. Les Parties Contractantes se notifieront par la voie diplomatique l'accomplissement des formalités constitutionnelles ou législatives requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entrera en vigueur 30 jour après la date de la réception de la dernière de ces notifications.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée d'un an et sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par notification de la part d'une Partie Contractante trois mois avant l'expiration de l'année civile en cours.

Fait à Madrid le 23 Janvier en trois exemplaires originaux en langue grecque, espagnole et française, les trois textes faisant également foi; en cas de divergences le texte français prévaut.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce
GEORGES RALLIS

Pour le Gouvernement de l'Espagne
MARCELINO OREJA AGUIRRE

PROTOCOLE

établi en vertu de l'article 19 de l'accord entre le Gouvernement de la République de Grèce et le Gouvernement de l'Espagne, concernant les transports routiers internationaux.

En vue de l'exécution de l'Accord sur les transports routiers internationaux, les modalités d'application suivantes sont convenues:

TRANSPORT DE VOYAGEURS

En ce qui concerne les articles 4 et 5

1. Les demandes d'autorisations pour les services indiqués à l'article 4 devront être accompagnées des documents exigés par la législation en vigueur dans les deux pays.

2. Les demandes d'autorisations pour les services indiqués à l'article 5 devront être adressées aux Autorités compétentes au moins 21 jours avant la date prévue pour effectuer le voyage. Les demandes devront être accompagnées des renseignements suivants.

— Nom et adresse de l'entreprise qui organise le voyage.
— Nom et adresse du transporteur.
— Numéro d'immatriculation des véhicules utilisés.
— Nombre de voyageurs à transporter.
— Date et frontières de passage à l'entrée et à la sortie du pays, en y indiquant les parcours qui s'effectuent en charge ou à vide.
— Itinéraire et localités de prise en charge et de décharge des voyageurs.
— Nom des localités des arrêts de nuit, et si possible adresse des hôtels.
— Caractéristiques du voyage: navette ou transport occasionnel.

3. L'entrée à vide d'un véhicule pour remplacer un autre avarié de la même nationalité sera couverte par un document établi de commun accord par les deux Parties Contractantes (Annexe 1).

TRANSPORT DE MARCHANDISES

En ce qui concerne l'article 6

4. Les transports disposés d'autorisation sont :

— Les transports occasionnels de marchandises à destination ou en provenance des aéroports, en cas de déviation des services.
— Les transports de bagages par remorques adjointes aux véhicules destinés aux transports de voyageurs, ainsi que les transports de bagages de tous genres de véhicules à destination ou en provenance des aéroports.
— Les transports postaux.
— Les transports de véhicules endommagés
— Les transports d'ordures et d'immondices.
— Les transports de cadavres d'animaux pour l'équarrissage.
— Les transports d'abeilles et d'alevins.
— Les transports funéraires.
— Les transports d'animaux vivants au moyen de véhicules spécialisés. Par véhicules spécialisés pour le transport d'animaux vivants, on entend les véhicules construits ou aménagés spécialiement d'une façon permanente pour assurer le transport d'animaux vivants et admis comme tels par les autorités compétentes des deux pays.
— Les transports de pièces de rechange et de produits destinés à l'avataillement des navires de mer et des avions.
— Les transports de marchandises de dimensions ou de poids exceptionnels à condition que le transporteur ait obtenu les autorisations spéciales nécessaires aux réglementations nationales en matière de circulation routière.
— Les transports de marchandises précieuses (p.e. métaux précieux) effectués au moyen de véhicules spéciaux accompagnés par la police ou d'autres forces de sécurité
— Les transports d'atricles nécessaires aux soins médicaux en cas de secours d'urgence, notamment en cas de catastrophes naturelles.
— Les transports de marchandises par véhicules automobiles dont le poids total en charge autorisé, y compris celui des remorques, ne dépasse pas 6 tonnes, ou dont la charge utile autorisée, y compris celle des remorques, ne dépasse pas 3, 5 tonnes.
— Le déplacement à vide d'un véhicule affecté au transport de marchandises et destiné à remplacer un véhicule tombé hors d'usage à l'étranger ainsi que la poursuite, par le véhicule de dépannage, du transport sous le couvert de l'autorisation délivrée pour le véhicule tombe hors d'usage. L'Espagne fera tout de même remplir un document de contrôle statistique par les transporteurs franchissant ses frontières.
— Les transports d'objets et d'oeuvres d'art destinés aux expositions, aux foires ou à des fins commerciales.
— Les transports d'objets et de matériel destinés exclusivement à la publicité et à l'information.
— Les transports de matériel, d'accessoires et d'animaux à destination ou en provenance de manifestations théâtrales, musicales, cinématographiques, sportives, de cirques, de foires ou de kermeses, ainsi que ceux destinés aux enregistrements radiophoniques, aux prises de vues cinématographiques ou à la télévision.

5. Si un véhicule tracteur immatriculé dans le territoire d'une Partie Contractante tire une remorque ou une semi-remorque d'un pays tiers pendant qu'il circule dans le territoire de l'autre Partie Contractante, le véhicule remorqué doit avoir l'autorisation correspondante lorsqu'il existe un accord, en regime de contingention pour les transports internationaux, entre l'autre Partie Contractante et le pays d'immatriculation du véhicule remorqué.

La nationalité d'une telle combinaison de véhicules sera celle du véhicule tracteur.

En ce qui concerne l'article 7

6. Les autorisations ainsi que les compte - rendus de voyage seront retournés par les bénéficaires à la demande de l'Autorité compétente qui les a délivrés, après utilisation, ou à l'expiration de leurs période de validité en cas de non utilisation.

En ce qui concerne l'article 8

7. Les transports soumis à l'autorisation mais placés hors contingent sont :

a) Les transports frigorifiques dans des véhicules spécialement équipés à cet effet.
b) Les transports en transit.

c) Les déménagements effectués par des Entreprises spécialement équipées à cet effet en personnel et en matériel.

d) Certains autres transports spécialisés dont les conditions seront fixées d'un commun accord entre les Authorités compétentes des deux pays.

8. Les transports en transit s'effectueront sans prendre en charge ni décharger des marchandises dans le pays traversé.

En ce qui concerne l'article 9

9. Les autorisations seront faites suivant le modèle annexé à ce Protocole (annexe 2).

10. Les autorisations seront numérotées par l'Autorité qui les émet.

Ces autorisations comprendront un compte rendu du voyage et seront du modèle rédigé par chaque Partie Contractante comme annexé à ce Protocole.

En ce qui concerne l'article 10

11. Le frêt de retour ne pourra être pris que dans les provinces traversées par l'itinéraire de pénétration et les provinces limitrophes de celles-ci. Cependant un certain pourcentage des autorisations du contingent pourra être utilisé sans aucune restriction géographique

En ce qui concerne l'article 11

12. L'entrée à vide d'un véhicule pour prendre en charge des marchandises dans l'autre Etat doit faire l'objet d'une autorisation spéciale d'entrée à vide. Cette autorisation sera délivrée dans les conditions fixées d'un commun accord entre les Autorités compétentes.

13. L'entrée à vide d'un véhicule en vue d'effectuer un transport dispensé d'autorisation préalable ne sera pas soumise à l'autorisation spéciale d'entrée à vide.

14. En outre le transit à vide sera autorisé.

En ce qui concerne l'article 15

15. Dans le cadre d'exécution de cet article, les deux Parties Contractantes s'efforceront d'établir un régime d'harmonisation.

En ce qui concerne l'article 14 et 18

16. Les Autorités compétentes mentionnées à l'article 14 sont :

Du côté grec

Ministère des Travaux Publics, Direction Générale des Travaux Publics, Rue Harilaou Trikoupi 182 Athènes.

Du côté espagnol

Direccion General de Transportes Terrestres, Seccion de Transportes Internacionales. Ministerio de Transportes y Comunicaciones Plaza de San Juan de la Cruz, 1 Madrid.

Les Autorités compétentes mentionnées à tous les autres articles sont:

Du côté grec

Ministère de Communications. Direction Générale de Transports 13 rue de Xenofondos. Athènes

Du côté espagnol

Direction General de Transportes Terrestres. Sección de Transportes Internacionales. Ministerio de Transportes y Communicaciones. Plazs de San Juan de la Cruz, 1.

Fait à Madrid. le 23 Janvier 1980 en trois exemplaires originaux en langue grecque, espagnol et française, les trois textes faisant également foi; en cas de divergeance le texte français prévaut.

Pour la Délégation de la République de Grèce	Pour la Délégation de L'Espagne
GEORGES RALLIS	MARCELINO OREJA AGUIRRE

E Κράτος ἐκδίδον τὴν ἄδειαν

ΘΥΡΕΟΣ

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΧΕΡΣΑΙΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ

ΑΔΕΙΑ
ΒΟΡ 'Υπ' ἀρ. 17398

'Αριθμὸς ἐπιτρεπομένων ταξειδίων (μετάβασις - ἐπιστροφὴ) ΕΝ

ΔΙΑ ΤΗΝ ΟΔΙΚΗΝ ΔΙΕΘΝΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

'Η παροῦσα ἄδεια παρέχει τὸ δικαίωμα εἰς τ ....

....

("Ονομα ἢ ἐμπορικὴ ἐπωνυμία τοῦ Μεταφορέως καὶ πλήρης Δ/νσις αὐτοῦ)

Νὰ πραγματοποιήσει διεθνεῖς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων

Μεταξὺ ....καί..............................

Διαμετακομιστικῶς μέσω ....

διὰ χρησιμοποιήσεως ἑνὸς μεμονωμένου ὀχήματος ἢ ἑνὸς συναρμολογημένου ὀχήματος ἢ συνδυασμοῦ ὀχημάτων.

'Η παροῦσα ἄδεια ἰσχύει διὰ 2 μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκδόσεώς της.

Πιθανοί περιορισμοί

'Η παροῦσα ἄδεια ἐπιτρέπει εἰς τὸν μεταφορέα νὰ παραλάβῃ φορτίον ἐπιστροφῆς εἰς οἱανδήποτε περιοχὴν τῆς διαδρομῆς ἢ εἰς οἱανδήποτε ἄλλη γειτνιάζουσαν μὲ αὐτάς.

'Εξεδόθη ἐν ....τῇ ....

ΔΙΑ ΤΗΝ ΓΕΝΙΚΗΝ ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΝ

'Υπογραφὴ καὶ σφραγὶς τῆς ἀρχῆς ἡ ὁποία ἐκδίδει τὴν παροῦσαν ἄδειαν

Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον εἶναι ἐγγεγραμμένον τὸ ὄχημα.

Μεταφορὰ	ΔΙ' ΙΔΙΟΝ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΝ ΔΙΑ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΝ ΤΡΙΤΟΥ	ΜΕΤΑΒΑΣΙΣ	ΕΠΙΣΤΡΟΦΗ
'Ημερομηνία ταξειδίου			
ΕΙΔΟΣ ΚΑΙ ΒΑΡΟΣ ΤΩΝ ΜΕΤΑΦΕΡΟΜΕΝΩΝ			....

Άρθρο δεύτερο.

Τα Πρωτόκολλα - Πρακτικά που καταρτίζονται σε εκτέλεση της Συμφωνίας από τη Μικτή Επιτροπή του άρθρου 17 αυτής για τη ρύθμιση ειδικότερων θεμάτων ή θεμάτων τεχνικού χαρακτήρα ή λεπτομερειακού εγκρίνονται με κοινή Πράξη των αρμόδιων, κατά περίπτωση, Υπουργών.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 14 Ιουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ — **ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΑΚΡΙΤΙΔΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

---

(4)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1466

Κύρωση Συμφωνίας για τις διεθνείς οδικές μεταφορές και του σχετικού Πρωτοκόλλου διαπραγματεύσεων μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Γερμανίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία για τις διεθνείς οδικές μεταφορές με το σχετικό Πρωτόκολλο διαπραγματεύσεων, που υπογράφηκαν στο Βερολίνο στις 13 Μαΐου 1981 και 30 Απριλίου 1981 αντίστοιχα μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Γερμανίας, των οποίων τα κείμενα σε πρωτότυπο στην αγγλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχουν ως εξής:

AGREEMENT

Between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the German Democratic Republic on International Road Transport.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the German Democratic Republic, hereinafter called «the Contracting Parties».

Desiring to develop the friendly relations between the two States in accordance with the Final Act of Helsinki and to regulate and promote international road transport between their two Countries and in transit through their territories on a basis of reciprosity and mutual advantage.

Have agreed as follows :

Article 1.

(1) Subject to the provisions of this Agreement, each Contracting Party shall grant the right to engage in international transport operations including road transport operations in transit across the territory of its State performed by vehicles which are registered in the territory of either Contracting Party.

(2) For the purposes of this Agreement the term «Motor vehicle» shall mean.

- any power driven vehicle designed for the carriage of passengers or goods or for the trailing of vehicles which are designed for goods transport ;

- a combination consisting of a vehicle as defined above and a trailer or semi-trailer which is designed for goods transport.

Passenger Transport

Article 2.

For the purposes of this Agreement.

- the term «Regular passenger transport operation» shall mean the carriage of passengers on a bus line which is operated in accordance with the published terms of the carriage contract, tariff and timetable on a definite route indicating the places (stops) where passengers can get on or off the bus ;

- the term «Shuttle service» shall mean.

the carriage of groups of passengers at certain times between the territory of one State and a temporary place of stay in the territory of another State in such a manner that the same groups of passengers are carried on busses of the same carrier during the outward and return journey, and the vehicle is usually empty during the first return journey and the last outward journey ;

- the term «Occasional passenger transport» shall mean a transport service where the same persons are being carried by the same passenger motor vehicle either :

a) on a round trip beginning and intended to end in the territory of the Contracting Party where, the vehicle is registered, or

b) on a journey starting at a point in the territory of the Contracting Party where the vehicle is registered and ending at a destination in the territory of the other Contracting Party, provided that, save where otherwise authorised, the vehicle returns empty to the Country of registration, or

c) on transit trips of occasional transport .

Article 3.

(1) Regular passenger transport operations carried out by busses having more than eight seats in addition to the driver's seat between the Hellenic Republic and the German Democratic Republic as well as in transit by carriers having their seat in the territory of the State of one the Contracting Parties shall be subject to licencing by the Contracting Parties. The competent authorities of the Contracting Parties shall issue the licence for the respective section of the bus line running in the territory of their State. The procedure and details as regards the issue of licences shall be seperately agreed to by the competent authorities of the Contracting Parties on the basis of reciprocity.

(2) Occasional passenger transport as defined in Article 2 shall not be subject to licencing.

(3) Shuttle services as well as any other services of passenger transport operations by bus which are performed by carriers having their seat in the territory

of the State of one Contracting Party from, to and throug the territory of the State o fthe other Contracting Party shall be subject to licencing by that Contracting Party.

II

Goods transport

Article 4.

(1) Goods transport operations carried out in motor vehicles registered in the territory of the State of one of the Contracting Parties from and to the territory as well as across the territory of the State of the other Contracting Patty shall require a permitt of that Contracting Party.

(2) The competent authorities of the Contracting Parties may agrec to reciprocal exemption from the permit requirements.

(3) No permit shall be required for :

a) the carriage of goods for international fairs and exhibitions ;

b) the carriage of equipment and properties, living or dead, such as animals, vahicles, sporting equipment, theatrical scenery and properties, apparatus for films, television and radio recording, musical instruments which are required for international sporting, cultural and other events ;

c) household removals ;

d) the carriage of corpses ;

e) the carriage of goods on motor vehicles the permitted laden weight of which does not exceed one ton ;

f) a special vehicle which is duc to its construction intended for other purposes than for the carriage of passengers or goods ;

g) a vchicle which is demonstrably in substitution for a vehicle which has been damaged.

Article 5.

Subject to the provisions of this Agreement the carriage of goods in motor vehicles shall be performed on the basis of bills of loading which are used by the carriers of the Contracting Parties in international road transport.

III

General provisions

Article 6.

(1) Carriers and drivers of motor vehicles engaged in international road transport shall comply with the laws and regulations in force in the territory of the State of the other Contracting Party concerning road traffic, road transport as well as traffic safety and safe operation requirements for motor vehicles.

(2) The competent authorities of the Contracting Parties shall mutually recognise the documents issued for drivers and motor vechicles in accordance with national laws and regulations.

(3) Permits and any other documents required in accordance with the provisions of this Agreement shall be carried on the vehicle to which they relate and be produced on demand to any person who is authorised in the territory of either Contracting Party to demand them.

Article 7.

The cases, which are not envisaged by the provisions of this Agreement or those of international Conventions to which the two Countries are parties, will be subject to the national legislation of each of the Contracting Parties.

Article 8.

(1) As regaeds the weight and dimensions of the vehicles, each Contracting Party undertakes not to impose on vehicles registered in the teritory of the other Contracting Party conditions which are more restrictive than those imposed on vehicles registered within its own terrirory.

(2) Motor vehicles used for the carriage of passengers and goods must be suitable for the carriage to be performed, When a transport operation is carried out in the territory of the other State their dimensions, weight and outfif shall conform to the relevant laws and regulations of that State.

(3) Motor vehicles which together with their load exceed dimensions and/or weights provided for by relevant regulations shall require a special permit issued by the competent authorities of the other Contracting Party.

(4) Each Contracting Party may require a special permit for the transport of dangerous goods in its territory.

Article 9.

(1) A carrier domiciled in the territory of a Contracting Party can not undertake the carriage of passengers or goods between two points in the territory of the other Contracting Party.

(2) The performance of transport operations from the territory of the other Contracting Party to any other third Country and vice-versa is prohibited unless a special permit is granted by the other Contracting Party.

Article 10.

Sibject to the provisions of this Agreement, transport operations may be performed by carriers having their seat in the territory of the State of one of the Contracting Parties, and who are authorised in accordance with national laws and regulations of their State to carry out international road transport operations.

Article 11.

(1) Transport of passengers and goods performed by carriers of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with the provisions of the present Agreement shall be exempt from all taxes and fees imposed in the territory of the other Contracting Party.

(2) Vehicles performing such transport shall be exempt from taxes, fees or ather charges levied on the possession and circulation of the vehicle in the territory, of the other Contracting Party, as well as on the issue of permits. This exemption does not extend to road and bridge tolls.

Article 12.

(1) Fuel contained in the vehicle's supply tanks, as initially installed by the manufacturer, is exempt from customs duties and all other taxes and charges.

(2) Spare parts, temporarily imported into the territory of the other Contracting Party for the repair of vehicles performing transport operations within the scopes of this Agreement shall be exempt from customs

duties and all other taxes and charges on import, and free of import phohibitions and restrictioms.

Replaced parts shall be re-exported or destroyed under customs control.

(3) The crew of the vehicle shall be allowed to import temporarily without paying customs duties and free of prior import licence, their personal effects,the quantity of which and the kind correspond to the situation and the lenght of the journey, as well as the repair tools normally carried in the vehicle.

Article 13.

Subject to the provisions of this Agreement, motor vehicles used in international road transport must have a liability insurance in accordance with the regulations of the other State.

Article 14.

The competent authorities of the Contracting Parties shall inform each other about national laws and regulations in the field of road transport which are in force in their Countries.

Article 15.

In the event of any infringement of the provisions of this Agreement in the territory of one of the Contracting Parties the copmetent authority of that Contracting Party may, if it considers it necessary, take appropriate measures under its national laws and regulations and notify the competent authority of the other Contracting Party of the measures taken.

Article 16.

The competent authorities of the Contracting Parties establish a Joint Committee which shall consist of representatives of both Contracting Parties for the purpose of considering matters arising from the implementation of this Agreement. The Joint Committee shall meet at the request of the competent autority of either Contracting Party, alternatively in theterritory of each State.

Article 17.

The provisions of this Agreement shall not affect laws and regulations of the Contracting Parties concerning border, customs and foreign exchange control as well as health, veterinary, medical or any other laws and regulations of the Contracting Parties which serve public order and safety.

IV

Final provisions

Article 18.

Modifications and amendments of this Agreement shall be agreed to by the Contracting Parties in writing.

Article 19.

(1) This Agreement shall come into force thirty days after the day on which both Contracting Parties inform each other of the completion of the procedures necessary for its implementation.

(2) This Agreement shall remain in force for a period of five years. Thereafter it shall continue in force uncess either Contracting Party gives not less than six moths notice in writing to terminate the Agreement at the end of any calendar year.

In withess thereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in Berlin this 13th day of May 1981 in two original versions in the English language.

For the Government of the Hellenic Republic	For the Government of the German Democratic Republic

PROTOCOL

of the negotiations betwween the delegations of the Hellenic Republic and the German Democratic.

Republic about an Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the German Democratic Republic on International Road Transport,

held from April 28th, until April 30th, 1981 in Berlin.

1. Members of the delegation of the Hellenic Republic :

Mr. Antonios Corantis, Minister Plenipotentiary Head of the Directorate of Bilateral Economic Affaire, Ministry of Foreign Affairs.

Mr. Vassilios Karavias, Director, Ministry of Coordination.

Mr. Panayotis Cancelaris Chargé d'Affaires a.i. of the Hellenic Republic to the G.D.R.

Mr. Dimitrios Angelopoulos, Chief of Section, Ministry of Communication.

Mr. Alexandros Dimalexis, Chief of Section, Ministry of Finance.

Mr. Georgios Georgountzos, Third Secretary of Embassy, Ministry of Foreign Affairs.

Members of the G.D.R. delegation :

Mr. Heinz Gerber, Deputy Minister of Transport Ministry of Transport of the German Democratic Republic.

Mr. Günther Thiele, Head of the Central Administration for Motor Traffic in the Ministry of Transport of the G.D.R.

Mrs. Helga Bretschneider, Scientific expert in the Department for International Relations in the Ministry of Transport of the G.D.R.

Mrs. Xenia Scheitz, Interpreter.

2. As a result of the negotiations an Agreement on International Road Transport between the Covernment of the Hellenic Republic and the Government of the German Democratic Republic has been initialled, Both sides expressed their wish to sign the Agreement at the earliest possible date.

3. Both delegations have agreed to apply the provisions of the Agreement with the exeption of Article 11 one month after its signature, regardless to the date of its entry into force.

4. Both delagations have agreed, that the goods transport between the two States according to Article 4 is not subject to permit procedures.

5. On the wish of the G.D.R. delegation the Greek authorities will examine favourably the issue of permits for the Third Country Transport according to Article 9 of the Present Agreement on the basis of reciprocity.

6. The competent authorities of the Contracting Parties are for the Hellenic Republic : Ministry of Communications General Directorate of Transport Direcrorate of International Transport 13, Ξenophondos Str. Athens, Greece.

for the German Democratic Republic : Ministerium für Verkehrswesen dor DDR Vobstrabe 33 1086 Berlin, DDR
The competent authorities shall solve all problems arising during the implementation of the Agreement by consultations and/or negotiations.

7. The Greek delagation declared with reference to Article 16, that it considers it advisable to hold the 1st meeting of the Joint Committee in 1982 in Greece.

8. Both delegations have stated that the negotiations for working out the Agreement on International Road Transport between the Hellenic Republic and the German Democratic Republic were held in a cordial and friendly atmosphere.

Signed in Berlin this 30th day of April, 1981.

Fir the delegation of the Hellenic Republic	For the delegation of the German Democratic Republic
A.J. CORANTIS	H. GERBER

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας περί Διεθνών Οδικών Μεταφορών.

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας, καλούμενες στο εξής: «Τα Συμβαλλόμενα Μέρη»,
Επιθυμώντας ν' αναπτύξουν τις φιλικές σχέσεις μεταξύ των δύο Κρατών σύμφωνα με την Τελική Πράξη του Ελσίνκι και να ρυθμίσουν και προάγουν τις διεθνείς οδικές μεταφορές μεταξύ των δύο Χωρών τους και υπό διαμετακόμιση δια μέσου των εδαφών τους με βάση την αμοιβαιότητα και το αμοιβαίο όφελος,
Συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο 1.

(1) Με την επιφύλαξη των διατάξεων της Συμφωνίας αυτής, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα δίνει το δικαίωμα διενέργειας διεθνών μεταφορών, περιλαμβανομένων και των οδικών μεταφορών υπό διαμετακόμιση δια μέσου του εδάφους του Κράτους του, που εκτελούνται με οχήματα τα οποία είναι απογεγραμμένα στην επικράτεια καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

(2) Για τους σκοπούς της Συμφωνίας αυτής ο όρος «Αυτοκίνητο Όχημα» σημαίνει :

– οιοδήποτε μηχανοκίνητο όχημα που είναι κατασκευασμένο για τη μεταφορά επιβατών ή αγαθών ή για τη ρυμούλκηση οχημάτων τα οποία έχουν κατασκευασθεί για τη μεταφορά αγαθών.

– συνδυασμό οχημάτων που αποτελείται από όχημα καθώς ορίζεται ανωτέρω και ρυμουλκούμενο ή ημιρυμουλκούμενο κατασκευασμένο για τη μεταφορά αγαθών.

I
Μεταφορά επιβατών.

Άρθρο 2.

Για τους σκοπούς της Συμφωνίας αυτής :

– ο όρος «Τακτική μεταφορά επιβατών» σημαίνει τη μεταφορά επιβατών σε λεωφορειακή γραμμή η οποία λειτουργεί σύμφωνα με τους αναγραφόμενους όρους του συμβολαίου μεταφοράς, τιμολόγιο και δρομολόγιο σε σαφώς καθορισμένη διαδρομή που δείχνει τους τόπους (στάσεις) όπου οι επιβάτες μπορούν να επιβιβάζονται και ν' αποβιβάζονται από το λεωφορείο.

– ο όρος «Υπηρεσία σαΐτας» σημαίνει τη μεταφορά ομάδων επιβατών σε ορισμένους χρόνους μεταξύ του εδάφους του ενός Κράτους και προσωρινού τόπου παραμονής στο έδαφος ενός άλλου Κράτους κατά τέτοιο τρόπο ώστε οι ίδιες ομάδες επιβατών να μεταφέρονται με λεωφορεία του ίδιου μεταφορέως στο ταξίδι μεταβάσεως και επιστροφής και το όχημα να είναι συνήθως κενό στο πρώτο ταξίδι επιστροφής και στο τελευταίο ταξίδι μεταβάσεως.

– ο όρος «Έκτακτος μεταφορά επιβατών» σημαίνει μεταφορά στην οποία τα ίδια πρόσωπα μεταφέρονται με το ίδιο επιβατικό αυτοκίνητο όχημα είτε :

α) σε κυκλικό ταξίδι που αρχίζει και προορίζεται να τελειώσει στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο είναι απογεγραμμένο το όχημα ή

β) σε ταξίδι που αρχίζει από σημείο στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους όπου είναι απογεγραμμένο το όχημα και τελειώνει σε προορισμό στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, υπό τον όρο ότι, εκτός από όπου επιτρέπεται διαφορετικά, το όχημα επιστρέφει κενό στη χώρα της απογραφής του ή

γ) σε ταξίδια υπό διαμετακόμιση έκτακτων μεταφορών.

Άρθρο 3.

(1) Οι τακτικές μεταφορές επιβατών που διενεργούνται με λεωφορεία που έχουν περισσότερες από οκτώ θέσεις, επιπλέον της θέσεως του οδηγού, μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας καθώς και υπό διαμετακόμιση από μεταφορείς που έχουν την έδρα τους στην επικράτεια του ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, θα υπόκεινται στη χορήγηση αδείας εκ μέρους των Συμβαλλόμενων Μερών. Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών θα εκδίδουν την άδεια για το αντίστοιχο τμήμα της λεωφορειακής γραμμής που διέρχεται από το έδαφος του Κράτους τους. Η διαδικασία και οι λεπτομέρειες της εκδόσεως των αδειών θα συμφωνηθούν ιδιαίτερα από τις αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών με βάση την αμοιβαιότητα.

(2) Οι έκτακτες μεταφορές επιβατών καθώς ορίζονται στο άρθρο 2 δεν θα υπόκεινται σε άδεια.

(3) Οι υπηρεσίες σαΐτας ως και οιεσδήποτε άλλες υπηρεσίες μεταφοράς επιβατών με λεωφορεία που εκτελούνται από μεταφορείς που έχουν την έδρα τους στην επικράτεια ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη από, προς και διά του εδάφους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θα υπόκεινται στη χορήγηση αδείας από το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος.

II
Μεταφορά αγαθών.

Άρθρο 4.

(1) Για μεταφορές αγαθών που διενεργούνται με αυτοκίνητα οχήματα που είναι απογεγραμμένα στην επικράτεια ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη από, πρός ως και διά του εδάφους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θ' απαιτείται άδεια του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους.

(2) Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών μπορούν να συμφωνήσουν την αμοιβαία απαλλαγή από τις άδειες.

(3) Δεν θα απαιτείται άδεια γιά :

α) τη μεταφορά αγαθών για διεθνείς εμποροπανηγύρεις και εκθέσεις,

β) τη μεταφορά εξοπλισμού και αγαθών, εμψύχων ή αψύχων, όπως ζώων, οχημάτων, αθλητικών ειδών, θεατρικών σκηνικών και συναφών ειδών, συσκευών για κινηματογραφικές, τηλεοπτικές και ραδιοφωνικές εγγραφές, μουσικών οργάνων τα οποία απαιτούνται για διεθνή αθλητικά, πολιτιστικά και άλλα γεγονότα,

γ) τις μετακομίσεις οικοσκευών,

δ) τη μεταφορά νεκρών,

ε) τη μεταφορά αγαθών με αυτοκίνητα των οποίων το επιτρεπόμενο βάρος φορτίου δεν υπερβαίνει τον τόννο,

στ) ειδικό όχημα το οποίο, λόγω της κατασκευής του, προορίζεται για σκοπούς άλλους από τη μεταφορά επιβατών ή εμπορευμάτων,

ζ) όχημα το οποίο καταφανώς πρόκειται ν' αντικαταστήσει άλλο όχημα το οποίο έχει υποστεί ζημίες.

Άρθρο 5.

Με την επιφύλαξη των διατάξεων της Συμφωνίας αυτής η μεταφορά αγαθών με αυτοκίνητα οχήματα θα διενεργείται με βάση φορτωτικές οι οποίες χρησιμοποιούνται από τους μεταφορείς των Συμβαλλόμενων Μερών σε διεθνείς οδικές μεταφορές.

III

Γενικές διατάξεις.

Άρθρο 6.

(1) Οι μεταφορείς και οι οδηγοί των αυτοκινήτων οχημάτων που ασχολούνται με τις διεθνείς οδικές μεταφορές θα συμμορφώνονται με τους νόμους και τους κανονισμούς που ισχύουν στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους και που αφορούν την οδική κυκλοφορία, τις οδικές μεταφορές καθώς και την ασφάλεια της κυκλοφορίας και τις απαιτήσεις της ασφαλούς λειτουργίας των αυτοκινήτων οχημάτων.

(2) Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών θ' αναγνωρίζουν αμοιβαία τα έγγραφα που εκδίδονται για τους οδηγούς και τα αυτοκίνητα οχήματα σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς.

(3) Οι άδειες και οιαδήποτε άλλα έγγραφα που απαιτούνται σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμφωνίας αυτής θα βρίσκονται στο όχημα το οποίο αφορούν και θα επιδεικνύονται όταν ζητούνται σε οιοδήποτε άτομο που είναι εξουσιοδοτημένο να τα ζητήσει στην επικράτεια του καθενός Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 7.

Οι περιπτώσεις που δεν αντιμετωπίζονται από τις διατάξεις της Συμφωνίας αυτής ή από τις διατάξεις των διεθνών Συμβάσεων, στις οποίες οι δύο χώρες είναι Μέρη, θα υπόκεινται στην εθνική νομοθεσία του καθενός Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 8.

(1) Όσον αφορά το βάρος και τις διαστάσεις των οχημάτων, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση να μην επιβάλλει σε οχήματα που είναι απογεγραμμένα στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους όρους οι οποίοι είναι πιό περιοριστικοί από εκείνους που επιβάλλονται σε οχήματα απογεγραμμένα στην ίδια του επικράτεια.

(2) Αυτοκίνητα οχήματα που χρησιμοποιούνται για τη μεταφορά επιβατών και εμπορευμάτων πρέπει να είναι κατάλληλα για τη διενεργούμενη μεταφορά. Όταν διενεργείται μεταφορά στο έδαφος του άλλου Κράτους, οι διαστάσεις, το βάρος και η εξάρτισή τους θα είναι σύμφωνα με τους σχετικούς νόμους και κανονισμούς του Κράτους αυτού.

(3) Αυτοκίνητα οχήματα, τα οποία μαζί με το φορτίο τους υπερβαίνουν τις διαστάσεις ή και τα βάρη που προβλέπονται από τους σχετικούς κανονισμούς, χρειάζονται ειδική άδεια που εκδίδεται από τις αρμόδιες αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(4) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί ν' απαιτήσει ειδική άδεια για τη μεταφορά επικίνδυνων εμπορευμάτων στην επικράτειά του.

Άρθρο 9.

(1) Μεταφορέας που έχει την έδρα του στο έδαφος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν μπορεί ν' αναλάβει τη μεταφορά επιβατών ή εμπορευμάτων μεταξύ δύο σημείων της επικράτειας του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(2) Η διενέργεια μεταφορών από το έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους προς οιανδήποτε άλλη τρίτη χώρα και αντιστρόφως απαγορεύεται, εκτός αν χορηγηθεί ειδική άδεια από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 10.

Επιφυλασσομένων των διατάξεων της Συμφωνίας αυτής, οι μεταφορές μπορούν να εκτελούνται από μεταφορείς που έχουν την έδρα τους στο έδαφος του ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη και οι οποίοι είναι εξουσιοδοτημένοι σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς του Κράτους τους να διενεργούν διεθνείς οδικές μεταφορές.

Άρθρο 11.

(1) Μεταφορές επιβατών και εμπορευμάτων που εκτελούνται από μεταφορείς του ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμφωνίας αυτής, θα απαλλάσσονται από όλους τους φόρους και τα τέλη που επιβάλλονται στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(2) Οχήματα που εκτελούν τέτοιες μεταφορές θ' απαλλάσσονται από φόρους, τέλη ή άλλες επιβαρύνσεις που επιβάλλονται για την κατοχή και κυκλοφορία του οχήματος στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, καθώς και για την έκδοση αδειών. Η απαλλαγή αυτή δεν επεκτείνεται στα διόδια αυτοκινητόδρομων και γεφυρών.

Άρθρο 12.

(1) Καύσιμα που περιέχονται στις δεξαμενές εφοδιασμού του οχήματος, καθώς τοποθετήθηκαν αρχικά από τον κατασκευαστή, εξαιρούνται από τους τελωνειακούς δασμούς και από όλους τους άλλους φόρους και επιβαρύνσεις.

(2) Ανταλλακτικά που εισάγονται προσωρινά στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους για την επισκευή οχημάτων που εκτελούν μεταφορές στα πλαίσια της Συμφωνίας αυτής θα απαλλάσσονται από τελωνειακούς δασμούς και από όλους τους άλλους φόρους και επιβαρύνσεις εισαγωγής και είναι απαλλαγμένα από τις απαγορεύσεις και τους περιορισμούς εισαγωγής.

Τα μέλη που αντικαθίστανται θα επανεξάγονται ή θα καταστρέφονται υπό τελωνειακό έλεγχο.

(3) Στο πλήρωμα του οχήματος θα επιτρέπεται να εισάγει προσωρινά χωρίς την καταβολή τελωνειακών δασμών και χωρίς προηγούμενη άδεια εισαγωγής τα προσωπικά τους είδη, η ποσότητα και το είδος των οποίων ανταποκρίνονται στην κατάσταση και τη διάρκεια του ταξιδιού, καθώς και τα εργαλεία επισκευής που φέρονται κανονικά στο όχημα.

Άρθρο 13.

Με την επιφύλαξη των διατάξεων της Συμφωνίας αυτής, αυτοκίνητα οχήματα που χρησιμοποιούνται σε διεθνείς οδικές μεταφορές πρέπει να έχουν ασφάλεια αστικής ευθύνης σύμφωνα με τους κανονισμούς του άλλου Κράτους.

Άρθρο 14.

Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών θα πληροφορούν η μία την άλλη για τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς που ισχύουν στις χώρες τους στον τομέα των οδικών μεταφορών.

Άρθρο 15.

Σε περίπτωση οιασδήποτε παραβάσεως των διατάξεων της Συμφωνίας αυτής στην επικράτεια του ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, η αρμόδια αρχή του Συμβαλλόμενου αυτού Μέρους μπορεί, αν κρίνει τούτο αναγκαίο, να λάβει τα κατάλληλα μέτρα σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς του και να ειδοποιήσει την αρμόδια αρχή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους για τα μέτρα που έλαβε.

'Αρθρο 16.

Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών συνιστούν Μικτή Επιτροπή, η οποία θα αποτελείται από αντιπροσώπους αμφοτέρων των Συμβαλλόμενων Μερών προς το σκοπό της εξετάσεως θεμάτων τα οποία ανακύπτουν από την εφαρμογή της Συμφωνίας αυτής. Η Μικτή Επιτροπή θα συνέρχεται κατόπιν αιτήσεως της αρμόδιας αρχής καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, εναλλακτικά στην επικράτεια κάθε Κράτους.

'Αρθρο 17.

Οι διατάξεις της Συμφωνίας αυτής δεν θίγουν νόμους και κανονισμούς των Συμβαλλόμενων Μερών που αφορούν συνοριακό, τελωνειακό και συναλλαγματικό έλεγχο καθώς και υγειονομικούς, κτηνιατρικούς, ιατρικούς ή οιουσδήποτε άλλους νόμους και κανονισμούς των Συμβαλλόμενων Μερών, οι οποίοι εξυπηρετούν τη δημόσια τάξη και ασφάλεια.

IV

Τελικές διατάξεις.

'Αρθρο 18.

Αλλαγές και τροποποιήσεις της Συμφωνίας αυτής θα συμφωνούνται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη εγγράφως.

'Αρθρο 19.

(1) Η Συμφωνία αυτή θα τεθεί σε ισχύ τριάντα μέρες μετά την ημερομηνία κατά την οποία αμφότερα τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα πληροφορήσουν το ένα το άλλο για την περάτωση των διαδικασιών που είναι αναγκαίες για την εφαρμογή της.

(2) Η Συμφωνία αυτή θα παραμείνει σε ισχύ για μια περίοδο πέντε ετών. Κατόπιν θα συνεχίσει να ισχύει εκτός εάν οιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιδώσει τουλάχιστον έξη μήνες ενωρίτερα έγγραφη ειδοποίηση περί τερματισμού της Συμφωνίας στο τέλος οιουδήποτε ημερολογιακού έτους.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο από τις αντίστοιχες Κυβερνήσεις τους, υπόγραψαν τη Συμφωνία αυτή.

'Εγινε στο Βερολίνο, σήμερα την 13η Μαΐου 1981, σε δύο πρωτότυπα στην αγγλική γλώσσα.

Κ. Μητσοτάκης	Heinz Gerber
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας	Για την Κυβέρνηση της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Των διαπραγματεύσεων μεταξύ των αντιπροσωπειών της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας για μια Συμφωνία μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας περί Διεθνών Οδικών Μεταφορών, οι οποίες έγιναν από 28 μέχρι 30 Απριλίου 1981 στο Βερολίνο.

1. Μέλη της αντιπροσωπείας της Ελληνικής Δημοκρατίας :

Κος Αντώνιος Κοραντής Πληρεξούσιος Υπουργός, Προϊστάμενος της Διευθύνσεως Διμερών Οικονομικών Σχέσεων του Υπουργείου Εξωτερικών.

Κος Βασίλειος Καραβίας Διευθυντής του Υπουργείου Συντονισμού.

Κος Παναγιώτης Καγκελάρης Επιτετραμμένος της Ελληνικής Δημοκρατίας στη Γερμανική Λαϊκή Δημοκρατία.

Κος Δημήτριος Αγγελόπουλος Τμηματάρχης του Υπουργείου Συγκοινωνιών.

Κος Αλέξανδρος Δημαλέξης Τμηματάρχης του Υπουργείου Οικονομικών.

Κος Γεώργιος Γεωργούντζος Τρίτος Γραμματέας Πρεσβείας στο Υπουργείο Εξωτερικών.

Μέλη της αντιπροσωπείας της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας :

Κος Heinz Gerber Αναπληρωτής Υπουργός Μεταφορών, Υπουργείου Μεταφορών της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας.

Κος Günther Thiele Προϊστάμενος της Κεντρικής Διοικήσεως Κυκλοφορίας Αυτοκινήτων στο Υπουργείο Μεταφορών της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας.

Κα Helga Bretschneider Επιστημονική Εμπειρογνώμων στο Τμήμα Διεθνών Σχέσεων του Υπουργείου Μεταφορών της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας.

Κα Xenia Scheitz Διερμηνέας.

2. Ως αποτέλεσμα των διαπραγματεύσεων μονογραφήθηκε Συμφωνία περί Διεθνών Οδικών Μεταφορών μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας. Αμφότερες οι πλευρές εξέφρασαν την επιθυμία τους να υπογράψουν τη Συμφωνία το ταχύτερο δυνατό.

3. Αμφότερες οι αντιπροσωπείες συμφώνησαν να εφαρμόσουν τις διατάξεις της Συμφωνίας, με εξαίρεση του 'Αρθρου 11, ένα μήνα μετά την υπογραφή της, άσχετα με την ημερομηνία που θα τεθεί σε ισχύ.

4. Αμφότερες οι αντιπροσωπείες συμφώνησαν ότι οι μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των δύο Κρατών, σύμφωνα με το 'Αρθρο 4, δεν υπόκεινται στις διαδικασίες αδειών.

5. Κατόπιν επιθυμίας της αντιπροσωπείας της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας οι Ελληνικές Αρχές θα εξετάσουν ευμενώς την έκδοση αδειών για μεταφορές προς ή από τρίτες χώρες, σύμφωνα με το 'Αρθρο 9 της Συμφωνίας αυτής, με βάση την αμοιβαιότητα.

6. Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών είναι :

Για την Ελληνική Δημοκρατία : Υπουργείο Συγκοινωνιών, Γενική Δ/νση Μεταφορών, Δ/νση Διεθνών Μεταφορών, Οδός Ξενοφώντος 13 Αθήνα, Ελλάς.

Για τη Γερμανική Λαϊκή Δημοκρατία : Ministerium für Verkehrswesen der D.D.R., Vossstrasse 33 1086 Berlin, D.D.R.

Οι αρμόδιες αρχές θα επιλύουν όλα τα προβλήματα που ανακύπτουν κατά την εφαρμογή της Συμφωνίας με συνεννοήσεις ή / και διαπραγματεύσεις.

7. Η ελληνική αντιπροσωπεία δήλωσε αναφορικά με το 'Αρθρο 16 ότι θεωρεί σκόπιμο όπως η 1η Σύνοδος της Μικτής Επιτροπής λάβει χώρα στην Ελλάδα το 1982.

8. Αμφότερες οι αντιπροσωπείες δήλωσαν ότι οι διαπραγματεύσεις για την κατάρτιση της Συμφωνίας Διεθνών Οδικών Μεταφορών μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας έγιναν σε εγκάρδια και φιλική ατμόσφαιρα.

Υπογράφτηκε στο Βερολίνο σήμερα την 30ή Απριλίου 1981.

Για την αντιπροσωπεία της Ελληνικής Δημοκρατίας

Α. Ι. ΚΟΡΑΝΤΗΣ

Για την αντιπροσωπεία της Γερμανικής Λαϊκής Δημοκρατίας

H. GERBER

'Αρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευση του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 14 Ιουνίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ	**ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΑΚΡΙΤΙΔΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ